

La Tribune

96^e année, no 249

LEADER DE L'INFORMATION RÉGIONALE

www.cyberpresse.ca

UN ÉLU DE SHERBROOKE DOMICILIÉ À SAINT-DENIS

«J'ai la ferme intention de retourner à Fleurimont», se défend Louida Brochu



David Bombardier

david.bombardier@tribune.qc.ca
SHERBROOKE

Le nouveau président de l'arrondissement de Fleurimont, Louida Brochu, est domicilié à... Saint-Denis-

de-Brompton! Bien qu'inhabituelle, cette situation est «totale et légale», affirme cet élu de la Ville de Sherbrooke. Le candidat défait aux mains de M. Brochu lors des récentes élections municipales, Noël Richard, entend tout de même déposer une plainte au Directeur général des élections.

Selon ce que *La Tribune* a pu apprendre au cours des derniers jours, M. Brochu a quitté sa résidence de l'arrondissement de Fleurimont il y a plusieurs mois,

en raison d'une rupture avec sa conjointe. Il a alors déménagé temporairement au chalet qu'il possède depuis 25 ans sur le chemin du Barrage, à Saint-Denis-de-Brompton.

Par la suite, le conseiller a partiellement emménagé chez sa nouvelle amie de cœur demeurant dans le secteur Rock Forest.

Pour pouvoir se représenter aux élections municipales de Sherbrooke, en

novembre dernier, M. Brochu a affirmé sous serment qu'il est domicilié à Saint-Denis-de-Brompton, mais qu'il réside de façon non continue chez sa nouvelle conjointe (secteur Rock Forest).

Comme M. Brochu est toujours propriétaire de son ancienne maison de la rue des Cyprès, dans l'arrondissement de Fleurimont, le conseiller a vraisemblablement pu se porter candidat dans la Ville

Voir **Domicilié à Saint-Denis** en A5

Les Estriens ont le coeur généreux



Imacorn, Jocelyn Riendeau

Très tôt hier matin, plusieurs membres de la confrérie des médias de la région, dont le journaliste-père Noël de Radio-Canada Estrie Pierre Tousignant, ont sollicité les automobilistes pour la bonne cause à l'occasion de la Grande guignolée des médias. Malgré le froid polaire, les personnes sollicitées ont laissé parler leur coeur avec générosité: avec des 1\$, des 2\$, mais aussi des 10\$ et des 20\$, l'opération 2005 a permis d'amasser près de 100 000 \$. À LIRE EN A6.

Appel à la grève le 14 dans les CPE

La ministre Théberge maintient tel quel son projet de loi 124



Jocelyne Richer (PC)
QUÉBEC

Les amendements au projet de loi 124 déposés hier font la preuve à ceux qui pouvaient encore en douter de la détermination du gouvernement Charest à imposer sa vision de ce à quoi doivent ressembler les services de garde au Québec.

Le projet de loi sur les Centres de la petite enfance (CPE) maintient donc son objectif de base, soit de retirer aux quelque 900 CPE la gestion des garderies familiales pour la confier à 130 bureaux coordonnateurs, dont le territoire devrait recouper celui des municipalités régionales de comté (MRC).

L'AQOPE, qui veut conserver le lien actuel entre garderies familiales et CPE

en installations, ne baisse pas les bras pour autant et prépare une série de moyens de pression.

Ainsi, les dirigeants de CPE seront invités à fermer leurs portes le 14 décembre. De plus, l'association mène un référendum auprès de ses membres dans les prochains jours, pour obtenir leur opinion sur la réforme.

«On est un peu sidéré devant tant d'obstination du gouvernement à refuser d'entendre que le projet de loi doit changer», a déploré le directeur général de l'association, Jean Robitaille, en s'engageant à continuer à mobiliser ses troupes jusqu'à l'adoption du projet de loi.

Las de négocier sans succès avec la ministre Théberge, les responsables de l'AQOPE ont demandé à rencontrer directement le premier ministre Jean Charest, mais ce dernier a refusé.

Même si la ministre de la Famille, Carole Théberge, s'était engagée à exclure de sa loi toute possibilité de voir des entreprises privées prendre le contrôle de plusieurs garderies, l'article 9 — qui faisait craindre à certains une brèche en ce sens — n'a pas été modifié.

Lors d'une conférence de presse, la ministre a fourni une explication laborieuse: «Pour atteindre ces objectifs-là, est-ce que c'est un amendement qu'il faut faire ou est-ce qu'on a déjà, dans la loi, des articles qui nous permettent et empêchent ce qu'on veut permettre et empêcher? Ce qu'on veut permettre... Et c'est ce que nos avocats nous ont dit, et c'est ce que je constate très bien. Et encore une fois, comme je répondais précédemment, grâce, je vous dirais, à la jonction des articles, à l'action d'un article par rapport

Voir **Appel à la grève** en page A2

Fermeture de postes de la GRC

Une affaire classée, tranche Lapierre

Gilles Fiset
SHERBROOKE

La fermeture de postes de la GRC dans les zones frontalières est une affaire réglée, quoi qu'en disent les candidats Denis Paradis et David Price. Le gouvernement a fermé ce dossier. D'ailleurs, il n'a pas à intervenir dans la manière dont la GRC déploie ses effectifs.

C'est ce que répond le bras droit de Paul Martin au Québec, le candidat dans Outremont, Jean Lapierre, lorsqu'on l'interroge sur un dossier qui continue pourtant à soulever de l'intérêt en région ainsi que les énergies de candidats de son propre parti.

Participant, hier matin, à une table éditoriale dans les locaux de *La Tribune*, M. Lapierre n'a pas tergiversé à ce sujet. Même si le dossier continue de préoccuper des candidats libéraux, le cabinet, lui, a tranché depuis belle lurette.

«C'est la GRC qui prend ces décisions-là. Moi, je n'ai personnellement aucune compétence pour déterminer où sont les points chauds et où sont les besoins de la GRC. Quand eux décident du déploiement des effectifs, je leur fais confiance», a-t-il dit, se rangeant derrière la ministre Ann McLellan qui, a-t-il souligné, ne s'est jamais ingérée dans la gestion quotidienne de la GRC.

«Si on faisait cela, tout le monde nous dénoncerait et demanderait de quoi on se mêle. Aucune intervention politique ne serait la bienvenue. C'est clair qu'il faut mettre le couvercle sur cette affaire. C'est clair que les seuls qui peuvent prendre ces décisions-là sont les gens des opérations de la Gendarmerie royale du Canada. Autrement, ce ne serait plus une police libre et indépendante mais une police contrôlée politiquement, ce que personne ne souhaite au Canada», a-t-il affirmé.

Ces propos n'ont toutefois pas désarçonné le candidat Denis Paradis. Présent à une conférence de presse en compagnie de M. Lapierre, M. Paradis ne s'est pas senti ramené à l'ordre par son lieutenant.

Pas question de discuter de déséquilibre fiscal

A9

«Il a une position de membre du cabinet. Il est fidèle à la position de sa collègue ministre. Moi, je suis un candidat pour devenir député et il est du devoir d'un député de défendre des dossiers auxquels tiennent les gens du comté», a expliqué M. Paradis.

Loin de sentir qu'il ramènera un désert en défendant ce dossier, M. Paradis a souligné qu'en politique, «il ne faut jamais prendre un non pour définitif».

Selon M. Lapierre, le rôle du gouvernement doit se limiter à l'augmentation des ressources pour la GRC et pour les services frontaliers.

«Après ça, ça fait partie de leur gestion des ressources. Moi, au ministère des Transports Canada, je ne dis pas aux inspecteurs où aller.»

MÉTÉO

Faible neige Max.: -5 Min.: -14
Lever du soleil: 7h14 Coucher: 16h03

INDEX	
Ann. class. C8	Le monde B2
Arts C5	Loterie A6
Décès C9	Météo C8
Économie B3	Mots croisés .. C7
Éphémérides... C9	Opinions..... A10
Horoscope C7	Sports C1

AUJOURD'HUI

Cahier spécial

MRC Memphrémagog

La Tribune
est
100%
RECYCLABLE!



Mon clin d'oeil

Stéphane Laporte

Bill Clinton se prononcera sur le réchauffement de la stagiaire... euh... de la planète.



À LIRE DEMAIN



Bière

Le consommateur, le seul gagnant pour l'instant

La Tribune

Division de Les Journaux Trans-Canada (1996) inc.
Édité et imprimé au
1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8
www.cyberpresse.ca

PRÉSIDENTE ET ÉDITRICE
Louise Boisvert

DIRECTEUR FINANCES ET ADMINISTRATION
Yvon Gauvin

RÉDACTION
(819) 564-5454
Télécopieur 564-8098
redaction@latribune.qc.ca

PUBLICITÉ
(819) 564-5450
Télécopieur 564-5482

RÉDACTEUR EN CHEF
Maurice Cloutier

DIRECTRICE
Suzanne-Marie Landry
ADJOINTS
Alain LeClerc
Sophie Thibaut

DIRECTEUR DE L'INFORMATION
Louis-Éric Allard

ANNONCES CLASSÉES
(819) 564-2222
Télécopieur 564-5482
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 16 h 30

ADJOINTE AU DIRECTEUR DE L'INFORMATION
Jacynthe Nadeau

PRODUCTION ET INFORMATIQUE
DIRECTEUR
René Béliveau
ADJOINTS
André Roberge
Steeve Rancourt
Stéphane Garant

ABONNEMENT ET TIRAGE
(819) 564-5466
Sans frais 1 800 567-6955
DIRECTEUR
André Custeau
ADJOINT
Serge Nadeau

2,8 millions \$ pour rénover au CHUS

François Gougeon
SHERBROOKE

C'est un montant de 5,3 millions \$ que les établissements de santé de l'Estrie pourront se partager cette année de la part du ministère de la Santé et des Services sociaux, au chapitre de diverses rénovations mineures.

De ce montant, c'est le CHUS qui reçoit le gros de l'enveloppe, près de 2,8 millions \$, soit plus de la moitié de tout le budget. Le CSS-IUGS suit, avec 1,1 million \$.

Il faut dire que la remise est basée sur la valeur de remplacement des immeubles et que le CHUS, avec près de 310 millions \$, est de loin le plus imposant du parc immobilier de la santé et des services sociaux. En Estrie, cette valeur totalise quelque 586 millions \$.

Les travaux prévus par le budget concernent des réfections de toiture, le remplacement de fenêtres, la rénovation de systèmes divers (chauffage, mécanique) et ainsi de suite. L'idée c'est de contrer les effets du vieillissement normal de tout immeuble et de se mettre aux normes en matière de sécurité.

Dans un communiqué émanant conjointement des ministres Philippe Couillard et Monique Gagnon-Tremblay, responsable de l'Estrie, on souligne le rehaussement du budget de maintien du patrimoine immobilier du réseau de la santé et des services sociaux, par rapport à voilà trois ans. À la dernière année de l'administration péquiste, l'Estrie n'avait récolté que 2 millions

\$.

Pour tout le Québec, le budget de la présente année atteint 110 millions, soit trois fois le niveau d'il y a trois ans.

Alors que le ministre Couillard a insisté sur l'importance d'un rattrapage, sa collègue

à l'Assemblée nationale a noté qu'avec un entretien adéquat, on assure la durée de vie des immeubles et conséquemment, les services à la population.

En outre, a fait valoir un responsable de la

l'Agence de santé et de services sociaux de l'Estrie, Normand Couture, le fait que le budget est augmenté et stable pour une deuxième année d'affilée va faciliter la planification des travaux à faire.

Appel à la grève

Suite de la page A1

à l'autre et tout ça, aux critères élevés que nous avons, aux conditions que nous mettons avant de donner un permis et de garder et un permis d'avoir les places à contribution réduite, tout ça combiné va nous protéger.»

En somme, elle mise sur le fait que les critères stricts liés à l'obtention d'un permis feront en sorte de décourager les indésirables.

De son côté, le critique de l'opposition, Camil Bouchard, a indiqué que selon lui la ministre aurait pu de diverses façons légiférer pour éviter toute commercialisation.

Pour ce qui est des futurs bureaux coordonnateurs, leur gestion ira comme prévu à 130 CPE ou, à défaut, à un organisme sans but lucratif.

Les grandes gagnantes de la réforme Thérberge sont les 14 000 garderies familiales, qui obtiendront plus d'autonomie. Avec les amendements, elles sont de plus assurées d'avoir le même nombre de sièges que les CPE aux conseils d'administration des bureaux coordonnateurs.

Les parents constitueront les deux tiers des neuf membres des conseils d'administration et un seul membre externe sera exigé, au lieu de deux.

«C'est ce milieu-là qui reçoit le plus d'enfants (88 000), et qui a le moins de soutien et le moins de services», a justifié la ministre, déterminée à changer cette situation.



LE CERTIFICAT-CADEAU SIMONS

ACHÉTEZ-LE EN LIGNE POUR NOËL!

ACCOMPAGNÉ D'UNE JOLIE CARTE DE SOUHAITS ÉCRITE À LA MAIN

Un simple achat en ligne et tous vos certificats-cadeaux sont expédiés gratuitement partout au Canada par poste régulière. En quelques clics, sans vous déplacer ni vous presser, Simons vous propose d'acheminer pour vous, vos certificats-cadeaux, directement à l'adresse des personnes que vous désirez gâter ou à votre domicile.



Quand JEUNESSE s'en mêle Heureux d'être quêtueux



David Bombardier

david.bombardier@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Ça ne me tentait pas vraiment de me lever aux petites heures pour aller quêter sur un coin de rue. Finalement, j'ai tellement aimé jouer les quêtueux d'un jour pour la Grande Guignolée des médias que je recommencerais demain matin. Ou l'an prochain dans le pire des cas.

Le soleil bâille encore. Le mercure hésite entre -20 et -21. Et le facteur vent, loin de livrer son courrier du matin, encourage plutôt le mercure à descendre encore un peu plus bas. Bref, il fait frette pas à peu près.

Sept heures. Je me pointe avec quelques collègues à l'intersection King/Jacques-Cartier. Le coin de rue le plus achalandé de toute la ville. Au total, une dizaine de représentants des médias forment quatre équipes. Chacune est responsable d'un côté d'intersection. Partout en ville, d'autres équipes font de même.

Notre objectif commun: qu'aucun automo-

biliste ne puisse circuler à Sherbrooke sans qu'on leur brandisse au moins une fois nos chaudières sous le nez.

Dès que le feu vire au rouge, on fonce sur les véhicules. Et c'est parti! Des huards par-ci, des 5 \$ par-là et quelques 20 \$ dans le tas.

On court comme des fous pour quêter le plus d'automobilistes possible avant que le feu ne dérougisse. Bien vite, les -20 degrés perdent leur côté négatif. Sous nos gros manteaux, il ne fait plus froid; on sue à grosses gouttes. Probablement parce que la générosité des Sherbrookoises nous fait chaud au coeur.

Un automobiliste demande à la Bolduc de faire une grimace. Elle s'exécute. Il sort un billet de 100 \$. Et vlan dans la tite cacanne! Un brun pour avoir sorti la langue et plissé des yeux rien qu'un peu. Elle n'est pas habituée à grimacer, la Bolduc, mais avec un peu de pratique, ça pourrait valoir cher sur eBay.

D'autres donateurs nous sortent des sacs d'épicerie bourrés de vêtements ou de denrées. Ça n'entre pas dans le petit trou de notre chaudière. On n'en est que plus fiers. Chaque don nous fait sourire davantage. Ce n'est pas long qu'on finit par geler des dents.

En deux heures à faire le guignol de la guignolée, on a le temps d'analyser le comportement des automobilistes. On en voit de tous

les genres.

Il y a ceux qui font semblant de ne pas nous voir. Comme si le fait de fuir notre regard pouvait les faire disparaître d'un coup. Magie!

Il y a ceux qui donnent parce que tous les autres ont donné avant eux. Pour ne pas avoir l'air cheap. Merci! Et sachez que c'est toujours moins difficile la deuxième fois.

Ensuite, il y a le lot d'automobilistes qui sont déjà passés par d'autres intersections de guignoleux. La plupart baissent leur vitre, tout souriants et fiers d'eux, en nous disant qu'ils ont fait leur part il y a deux minutes à peine. L'important, c'est de donner. Merci et bonne journée! On leur sourit nous aussi et c'est reparti.

Il y a ceux qui ont choisi de se taper la King d'un bout à l'autre et qui donnent pour la deuxième, voire la troisième fois depuis dix minutes. Un ÉNORME merci! Ça compense pour les magiciens de tantôt.

Il y a aussi ceux qui vident leur cendrier de petit change dans notre chaudière. Ceux qui cherchent dans le fond de leurs poches avant même d'avoir immobilisé leur véhicule.

Et il y a surtout ceux qui donnent... sans sourire.

C'est à n'y rien comprendre. Au moins, ceux qui recevront, eux, souriront.

offrir

voeux
magie
fêter
amour

la-guêpière

LE PYJAMA SATIN GANSÉ 29.95
C'est l'idée du pyjama masculin totalement féminisé par le satin chatoyant, les fines bordures en contraste. Tons de choco ou bleu ciel. P.m.g.tg. Rég. 40.00
Un cadeau exclusif signé La Guêpière

LE PANTALON FINETTE CARREAUX 19.99
Un classique exclusif à La Guêpière, renouvelé pour ce Noël par les carreaux géants en ton dominant de rouge vit, tissés dans la douce finette pur coton. Taille élastique à ruban de satin. P.m.g.tg. Tee-shirt 15.99

LE PANTALON FLEURS CHAMPÊTRES 15.99
Douce popeline de coton au toucher velours pour un pantalon pyjama à bande de taille doublée en contraste avec lapet de satin, petite fente à la cheville et poche amère. Tons de rose. P.m.g.tg. Tee-shirt 15.99

LE CARDIGAN POLAIRE LISÉRÉ SATIN 19.99
La détente prend des airs élégants avec notre cardigan en douce fibre polaire liséré satin en contraste. Zip aller-retour pleine longueur, empiècement au coude. Kaki liséré bleu. P.m.g.tg. Tee-shirt 15.99, pantalon 15.99

Consultez notre catalogue de Noël maintenant en ligne

www.simons.ca POUR EN VOIR ENCORE PLUS!

Un cadeau pour vos cadeaux!
Magasinez, nous emballons.
La boîte-cadeau Simons,
une tradition de qualité à Noël.

QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO • LAVAL CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

Des griefs plein le coeur

Le personnel scolaire a fait valoir ses revendications lors de son débrayage hier



Isabelle Pion

isabelle.pion@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Des classes surchargées, des enfants ayant besoin de services en orthophonie mais qui ne peuvent en bénéficier, du travail non reconnu... Les employés du milieu scolaire en ont gros sur le coeur. Ceux-ci ont fait valoir leurs revendications, hier, lors d'une manifestation.

Personnel de soutien, enseignants, professionnels... Les syndiqués de la CSQ ont érigé des piquets de grève dans l'ensemble de la région. Un grand rassemblement a réuni des centaines de personnes à l'entrée des bureaux administratifs de la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke. Les syndiqués ont défilé devant les feux de circulation de cette entrée, si bien que la circulation automobile a été ralentie.

Et ils n'étaient pas seuls. Des milliers de membres du front commun CSN-FTQ ont fait de même, et débraieront également aujourd'hui.



Quelques revendications des employés du milieu scolaire

- ✓ Diminution du ratio dans les classes de troisième année du primaire et de première secondaire
- ✓ Services pour les élèves en difficulté à la hauteur des besoins
- ✓ Salaire: assurer au minimum le pouvoir d'achat
- ✓ Meilleure organisation du travail dans le secteur de l'adaptation scolaire et des services de garde
- ✓ Diminution de la précarité d'emploi

Plusieurs établissements sont touchés, dont le CHUS et le Cégep de Sherbrooke, notamment.

Trop «fines»

Enseignante en première année, Gisèle Lemire raconte que son école n'a droit qu'à une demi-journée de services d'orthophonie, et au maximum une journée. Un illogisme lorsque l'on sait «qu'un

bon langage, c'est un prérequis».

Une collègue qui a préféré garder l'anonymat raconte qu'elle compte dans sa classe un enfant au langage totalement incompréhensible. «Plus on attend, plus il va être difficile de corriger la problématique.» Certes, dit-elle, il existe une pénurie d'orthophonistes. Cependant, à ses yeux, c'est au gouvernement de trouver les moyens d'en former, d'autant plus que ce problème se fait sentir depuis

plusieurs années.

Même si les dirigeants syndicaux et le gouvernement Charest souhaitent parvenir à une entente avant les Fêtes, ces employées n'y croient pas. «Les maîtresses d'école, on est trop fines», lance une spécialiste en musique qui souligne que les enseignants n'oseraient jamais déclencher de grève générale parce que les enfants sont au coeur de leurs préoccupations.

«La lutte que l'on mène est une lutte citoyenne, soutient le président de la CSQ, Réjean Parent, qui s'est arrêté à Sherbrooke, hier. On a un gouvernement qui veut réduire les ressources, qui veut sous-traiter le personnel de soutien, qui veut faire des promesses en termes de montants mais qui ne veut pas fournir les ressources. On s'engage pour que les enfants du Québec puissent grandir et devenir des citoyens. Il va falloir le dire à M. Charest qu'on ne veut pas de système

d'éducation à deux vitesses, de CPE à deux vitesses, de soins de santé à deux vitesses...»

La présidente du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie (SEE), Manon Bernard, exhorte les syndiqués à dénoncer la lettre aux parents envoyée par les trois commissions scolaires francophones de la région. La missive dénonçait la formule des demi-journées de grève par les syndicats. Les dirigeants soutiennent qu'ils sont alors obligés de payer les employés pour une journée de travail complète même si les enfants doivent rester à la maison durant l'autre portion de la journée, faute de transport scolaire.

Selon Réjean Parent, c'est la première fois qu'on lui «souligne formellement» une telle initiative dans l'ensemble de la province. «Ce qu'ils font, c'est essentiellement de tenter de casser le courant de sympathie de la population. C'est dégradant et insultant.»



La Tribune, Isabelle Pion

Des centaines de syndiqués ont manifesté devant l'entrée des bureaux administratifs de la CSRS, hier, ce qui a ralenti quelque peu la circulation automobile.

Recours possible au lock-out: pas de décision

Isabelle Pion
SHERBROOKE

Les commissaires de la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke attendront de voir la suite des événements avant de s'avancer sur un possible recours au lock-out en cas d'une autre demi-journée de grève des syndiqués.

Rappelons que les commissions scolaires des Hauts-Cantons et des Sommets, de leur côté, ont adopté une résolution donnant le pouvoir à leur directeur général de décréter un lock-out si les syndiqués débraient encore une fois en demi-journée. Celles-ci souhaitaient cependant agir, s'il y a lieu de le faire, de concert avec les autres organisations de la région et de la province.

Pour l'instant, les syndicats n'ont pas annoncé d'autre demi-journée de débrayage. Quant aux manifestations qui se déroulaient hier, il s'agissait d'une journée complète.

La prochaine séance des commissaires de la CSRS aura lieu en janvier.

BOUTIQUE RÉJAN MODE

Tous nos manteaux d'hiver en magasin

PROMOTION SPÉCIALE

25% à **50%**

Cuir - Paletto - Sport-Plein air

134 Wellington Nord, Sherbrooke 563-8515

offrir

voeux magie fêter amour

31

LE PULL COL CHÂLE 39.95
Un style original de notre collection pure laine d'agneau que l'on remarque par son col croisé côtelé à l'horizontale, cousu comme un empiècement carré. Charbon, amande, marine. P.m.g.tg.tg. Rég. 65.00

LA CHEMISE RAYÉE FROISSÉE 29.95
C'est l'une de nos vedettes au 31, elle plaît beaucoup avec son tissu 70% coton 30% polyester tout froissé qui donne une belle allure mode sport et s'entretient facilement. Tons de vin, noir, choco, sable, forêt, marine. P.m.g.tg.tg.

LE PULL MAILLE CHAUSSETTE 29.95
Une valeur Simons exclusive. Un pull en tricot côtelé pur coton, dessiné plus près du corps, architecturé aux épaules avec col montant léseré pour un effet moderne. Noir, ardoise, gris, blanc, miel, sable, olive, marine, bleu, rouge. P.m.g.tg.tg.

LA CHEMISE PIQUÉE CAVIAR 59.95
Une classique de notre collection de chemises pur coton classe affaires, très distinguée avec sa belle texture piquée discrète ton sur ton. Blanc pur, crème, bleu, rose. 14 1/2 à 17 1/2 manches régulières et longues. Cravate 59.95

Consultez notre catalogue de Noël maintenant en ligne

simons

www.simons.ca POUR EN VOIR ENCORE PLUS!

Un cadeau pour vos cadeaux! Magasinez, nous emballons. La boîte-cadeau Simons, une tradition de qualité à Noël.

La conciliation pourrait être très longue chez Denla...

René-Charles Quirion
SHERBROOKE

La conciliation chez le fabricant d'armoires Denla du secteur Deauville pourrait être longue, même très longue.

Les syndiqués SCFP-FTO et les propriétaires de l'entreprise entamaient, hier, le processus de conciliation afin de trouver une solution au lock-out décrété lundi, mais aussi à la convention collective échue depuis le mois de septembre dernier.

Le propriétaire de l'entreprise, Yves Gagnon, s'est présenté à la séance de conciliation convoquée par le ministère du Travail du Québec. Cependant, il s'est abstenu de faire tout commentaire sur les justifications du lock-out ou du geste qu'il



Yves Gagnon, propriétaire de Denla

a posé en fonçant dans la ligne de piquetage de ses employés mercredi midi.

«Je n'ai pas l'intention de négocier à travers les médias. Il est certain que nous voulons en venir à un règlement le plus tôt possible», s'est contenté d'affirmer le propriétaire de Denla.

Le conseiller syndical à la SCFP-FTO Sylvain Roy explique que la sous-traitance et l'ancienneté demeurent au cœur du litige. Les syndiqués ne veulent d'ailleurs pas mettre de côté le délit de fuite causant des blessures dans lequel le patron est impliqué.

«Le climat de travail n'a jamais été intéressant depuis que Yves Gagnon a acquis l'entreprise. À chaque fois que ça n'allait pas dans le sens qu'il le souhaitait, il y avait des conflits. Une cinquantaine de griefs ont été déposés au cours des trois dernières années», explique M. Roy.

Ce dernier soutient que les employés s'attendaient un peu à ce que le proprié-

taire de l'entreprise décrète un lock-out.

«Le principal enjeu demeure qu'il souhaite transférer la production à son autre usine où les employés ne sont pas syndiqués. Il bafoue la convention collective et les syndiqués. Il a déjà clairement signifié qu'il ne souhaitait pas la respecter. Nous voulons maintenir nos acquis», poursuit Sylvain Roy.

La députée bloquiste de Compton-Stanstead, France Bonsant, a fait un déton par la ligne de piquetage, hier midi, afin d'appuyer les syndiqués en lock-out.

«Je dénonce cette attitude qui semble viser à casser le syndicat. Il est certain que je vais continuer à appuyer ces travailleurs. Nous avons perdu trop d'emplois dans la circonscription pour ne pas les aider. Je suis une députée de terrain qui va continuer à aller rencontrer les citoyens», soutient France Bonsant.



Journée dans la vie du chroniqueur

Certains jours, j'ai l'impression d'animer une ligne ouverte à la radio. Comme monsieur Guertin dans le temps.

Les gens n'appellent pas le chroniqueur exclusivement pour proposer des sujets. Il arrive que ce soit pour commenter la chronique du jour, donner leur point de vue sur un sujet d'actualité, ou même pour parler de leurs grands et leurs petits bobos. En somme, toutes les raisons peuvent être bonnes.

-Félicitations pour votre beau programme, M. Goupil.

-Merci beaucoup. On passe à un autre appel...

Tenez, hier matin, j'ai M. Thériault au bout du fil.

-Je veux vous parler des soeurs Clarisses, M. Goupil.

Pas vrai. Pas encore, me suis-je dit. Pas un autre qui va me tomber dessus et qui va me dire que j'ai été méchant avec les bonnes soeurs de Lennoxville...

Heureusement, je m'étais trompé.

-Je veux vous féliciter, M. Goupil. Vous avez bien raison: un château comme celui-là pour 11 religieuses, dans le contexte actuel, ça n'a pas de sens.

-Grâce à vous, je me sens un peu moins seul tout à coup, M. Thériault...

Voilà, on passe à un autre appel.

-Bonjour, c'est Mme Tardif. Saviez-vous, M. Goupil, que Gilles Duceppe, le chef du Bloc québécois, ne porte pas son véritable nom de famille? Qu'il s'agit plutôt du nom d'artiste de son père, Jean. Et saviez-vous que deux des fils de Ben Laden vivent à Sherbrooke? C'est un Arménien qui se tient au Carrefour de l'Estrie, et qui connaît très bien Karla Homolka, qui me l'a dit...

Merci pour ces précieuses informations, Mme Tardif. On passe à un autre appel...

-Monsieur Goupil? C'est votre amie Geneviève (rire). Vous vous rappelez de moi? Je suis la petite jeune de 91 ans qui porte le même prénom qu'une de vos filles...

-Bien sûr, madame Geneviève, nous nous sommes parlé plus tôt cette semaine pour les problèmes que vous éprouviez avec votre nouveau réfrigérateur. J'espère que ça s'est réglé à votre satisfaction finalement.

-Oui, mais vous aviez promis de venir me rendre une petite visite. Ça tient toujours j'espère...

Bien sûr que ça tient. Chose promise, chose due.

À 10 heures, hier matin, je sonnais à la porte de Geneviève Rodrigue, une fidèle lectrice, que j'ai justement appris à mieux connaître au fil de nos conversations téléphoniques. Cela doit faire au moins trois ou quatre ans qu'elle me téléphone de temps à autre, surtout quand elle estime que je deviens trop sérieux dans ma «colonne». Elle me pose alors toujours la même question: *Et votre humour, M. Goupil?*

J'avais cru comprendre que mon amie Geneviève habitait une résidence pour personnes âgées, à Rock Forest. À deux semaines de Noël, je voyais donc en cette visite amicale un sujet potentiel pour une chronique du temps des Fêtes. Or, erreur, à 91 ans, Geneviève vit toujours en appartement.

«Plutôt mourir que d'aller finir mes jours dans un foyer. J'ai vu mes deux parents dans un foyer et je ne veux pas finir comme ça», lance-t-elle à mon arrivée.

-Je suis contente que vous soyez venu me dire bonjour, M. Goupil.

-Je suis content de mettre un visage sur cette voix qui me fait sourire ou qui me gronde, de temps à autre, au gré de son humeur...

Nous voilà donc en train de discuter, au salon, comme deux vieux amis. D'elle surtout. Elle me parle de son grand amour, mort abruptement après seulement deux ans de mariage, alors qu'elle n'avait elle-même que 22 ans et qu'elle venait d'accoucher de jumeaux. Puis de son deuxième mari, un sapré bon gars, dit-elle, décédé il y a 10 ans déjà, et avec qui elle a eu un troisième fils. Ce bébé a maintenant 58 ans.

Il y a malheureusement un prix à payer lorsque l'on vit en appartement à 91 ans. Et ce prix, c'est souvent la solitude.

Geneviève m'a beaucoup parlé de la solitude. De sa solitude, qui lui pèse, encore plus en saison hivernale, comme pour bien des personnes âgées. Elle en vient même à se dire qu'elle est en vie depuis trop longtemps...

-Vous devriez vous faire un cadeau pour Noël, Geneviève.

-Quoi donc?

-Un ordinateur. En devenant internautes, vous ne seriez plus jamais seule.

-J'aimerais tellement ça. C'est quelque chose qui m'a toujours tentée, mais je n'ai jamais osé. Croyez-vous que je pourrais apprendre? À mon âge, vous imaginez?

-Pourquoi pas? Vous êtes tellement vive et intelligente. Et puis, vous pourriez acheminer des courriels à vos chroniqueurs préférés... surtout quand le ton de leurs écrits n'est pas à votre goût.

-J'aimerais vraiment ça. Je crois bien que je vais en parler au père Noël...

À la prochaine, madame Geneviève.

Allez, on passe à un autre appel...

mgoupil@latribune.qc.ca

Zellers

Les vendredi, samedi et dimanche

9, 10 et 11 décembre 2005

(Offres en vigueur ces trois jours, à moins d'indication contraire.)
Le choix varie selon le magasin. Quantités limitées.
Désolés, aucun bon d'achat différé.

Ce samedi! Magasinez avant 10 h et obtenez une carte-cadeau de

10\$ EN PRIME!

*Achat minimal de 50\$ (avant taxes) requis.
Certaines exceptions s'appliquent. Limite d'une carte-cadeau par famille. Les employés ne sont pas admissibles.

Vendredi et samedi seulement!

Liquidation de jouets!

60% de rabais sur un choix de jouets

Dépêchez-vous! Les marques les plus populaires s'envolent vite!

Vaste sélection de jouets de fin de série. Sur le dernier prix étiqueté.

Offre spéciale du fabricant!

65% de rabais sur une sélection de bijoux en argent sterling et en or 10 ct et de bagues serties de pierres précieuses et de diamants



20% de rabais sur un choix de montres de marques connues. Sauf les modèles Iron Man et Expedition de Timex®.

Samedi seulement!

40% de rabais

sur les pantoufles pour toute la famille



TOUS les jeans Levi's® pour homme et femme

24.97

Jusqu'à 38% de rabais Avant jusqu'à 39,97



Samedi seulement!

30% de rabais sur TOUS les arbres, décorations, emballages-cadeaux et boîtes de cartes de Noël. Sauf les lumières et le sapin North Ridge 2,3 m à lumières préinstallées.



25% de rabais sur un vaste choix de parfums griffés et d'ensembles-cadeaux. Prix tels qu'indiqués sur l'étiquette.



45% de rabais sur les soutiens-gorge et culottes WonderBra®, Warner's®, Playtex®, À ma mesure®, DaisyFresh® et Triumph® en boîte

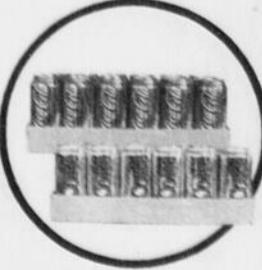


60% de rabais sur les livres de hockey LNH à couverture rigide 9,97 Avant 24,99

30% de rabais sur TOUS les petits électros de cuisine de fin de série. Le choix varie selon le magasin.



30% à 50% de rabais sur TOUS les vêtements d'extérieur et les bottes d'hiver pour homme, femme et enfant



4.97 Coke ou Coke diète, 24 x 355 ml

40% de rabais • Denim Request®, Wrangler® et Flamehead® pour enfant • Vêtements choisis pour bébé • Vêtements de nuit et accessoires Holiday Joy® pour bébé • Vêtements chic Holiday Joy® pour enfant



15% de rabais sur TOUS les téléviseurs et téléphones à prix ordinaire. Sauf les modèles à écran ACL.

40% de rabais • TOUS les vêtements des fêtes, les vêtements sport Cherokee® et les tricots Très You® pour femme • TOUT le molleton polaire pour homme



50% de rabais sur produits Remington® Titanium pour lui. Rasoir rotatif (R-9170) Avant 139,99... 69,97 MicroScreen (MS-5700) Avant 199,97... 99,97 Smart System (R-9500) Avant 199,97... 99,97

70% de rabais sur poêle 25 cm à revêtement SilverStone 7,47 Avant 24,99

Rabais additionnel de 25%

sur TOUS les vêtements, vêtements de nuit et accessoires à prix déjà réduit pour la famille

50% de rabais

sur un vaste choix de linge de lit, de salle de bain et de cuisine et d'accessoires décoratifs de fin de série

Toute la marchandise officielle de l'équipe olympique canadienne est exclue de cette promotion.



«Notre président d'arrondissement ne demeure même pas chez nous!»

Noël Richard veut déposer une plainte au Directeur général des élections



David Bombardier
david.bombardier@la Tribune.qc.ca
SHERBROOKE

Le Directeur général des élections pourrait devoir enquêter pour déterminer si Louida Brochu avait bel et bien le droit de se présenter comme candidat lors des dernières élections municipales à Sherbrooke.

Le candidat défait par M. Brochu, Noël Richard, songe sérieusement à déposer une plainte au DGE. «On va déposer une plainte au cours des prochains jours, a-t-il affirmé à La Tribune, hier. D'après moi, il y a certaines choses qui ne sont pas correctes dans toute cette histoire. Je n'ai rien contre l'individu, mais Louida Brochu est rendu notre président d'arrondissement et il ne reste même pas chez nous!»

«Je me pose des questions quant aux nouvelles informations [rapportées par La Tribune] selon lesquelles M. Brochu est inscrit sur la liste électorale fédérale à Saint-Denis-de-Brompton. Le doute persiste aussi à l'effet qu'il ait bel et bien pu conserver une résidence à Sherbrooke pendant tout ce temps. Le DGE doit mener une enquête là-dessus.»

Électeur à Saint-Denis

La superviseuse des élections dans la circonscription de Richmond-Arthabaska, Aurélie Petetin, a confirmé mercredi que M. Brochu est actuellement inscrit comme électeur à Saint-Denis-de-Brompton.

Tout citoyen peut porter plainte au DGE, qui mènera ensuite son enquête s'il juge les motifs raisonnables. Il serait peu probable qu'on reproche à M. Brochu d'être inscrit sur la liste électorale fédérale dans Richmond-Arthabaska, puisque cette adresse est celle qu'il a lui-même identifiée comme étant son domicile. Aux élections fédérales de juin 2004, il avait voté dans l'arrondissement de Fleurimont.

Selon deux avocats spécialisés en droit municipal, une éventuelle enquête du DGE porterait plutôt sur le lieu de résidence de M. Brochu entre le 1er septembre 2004 et le 1er septembre 2005.

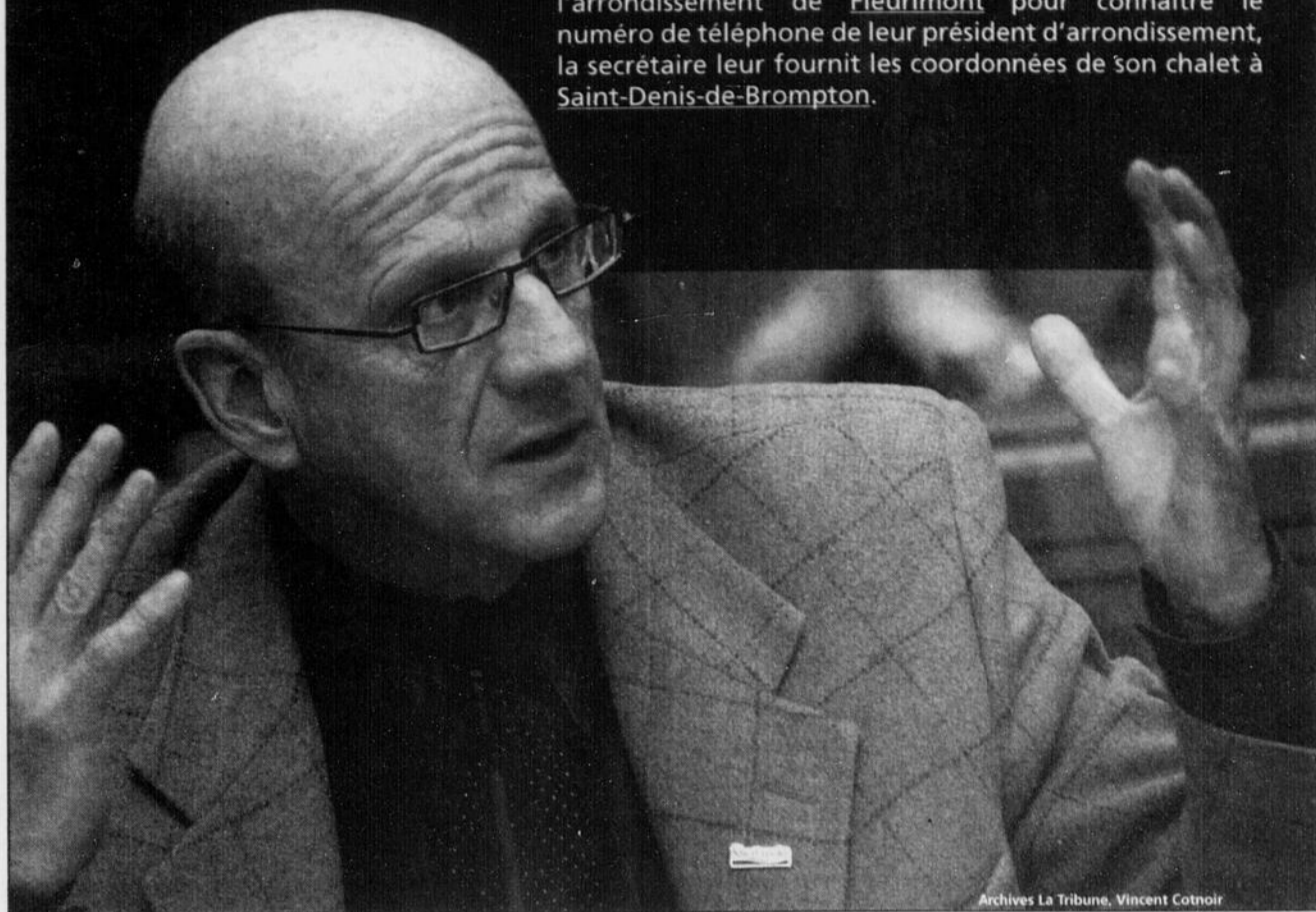
En vertu de l'article 61 de la Loi sur les élections et les référendums dans les

QUELQUES ÉLÉMENTS DE NOTRE ENQUÊTE

☛ Louida Brochu pourra voter dans la circonscription de Richmond-Arthabaska aux élections fédérales. Selon le Directeur général des élections, cet élu municipal de la Ville de Sherbrooke est présentement inscrit comme électeur à Saint-Denis-de-Brompton. Lors des élections fédérales de juin 2004, M. Brochu avait voté dans la circonscription de Sherbrooke. Il habitait alors dans l'arrondissement de Fleurimont.

☛ Dans le bottin téléphonique 2005-2006 de Bell Canada, l'adresse de Louida Brochu apparaît comme étant à Saint-Denis-de-Brompton.

☛ Lorsque des citoyens appellent au bureau de l'arrondissement de Fleurimont pour connaître le numéro de téléphone de leur président d'arrondissement, la secrétaire leur fournit les coordonnées de son chalet à Saint-Denis-de-Brompton.



Archives La Tribune, Vincent Cotnoir

municipalités, un candidat doit résider «de façon continue ou non sur le territoire de la municipalité depuis au moins 12 mois le 1er septembre de l'année civile où doit avoir lieu l'élection régulière».

«De façon continue ou non» fait par exemple référence à un chalet, où l'on ne réside pas de façon continue. Dans ce cas précis, cette partie de l'article de loi réfère à la résidence de M. Brochu sur le territoire sherbrookoïse, que ce soit son ancienne maison du secteur Fleurimont

ou la demeure de sa nouvelle conjointe, dans le secteur Rock Forest.

«Dans ce cas-ci, le candidat devait avoir eu un endroit où résider à Sherbrooke entre le 1er septembre 2004 et le 1er septembre 2005», explique Me Stéphane Reynolds, qui enseigne le droit municipal à l'Université de Sherbrooke.

«Si le candidat n'avait aucun endroit où résider à Sherbrooke pendant cette période, même si ce n'est que quelques

jours, il n'était pas éligible à se présenter aux élections. Toutefois, ceci demeure toujours une question de faits et ce sera au DGE de rencontrer différents témoins afin de valider si M. Brochu répondait aux critères d'éligibilité prévus dans la loi.»

Interrogé précisément sur ce sujet par La Tribune, le conseiller Brochu a refusé de répondre à nos questions, prétextant qu'il s'agit de sa vie privée.

Domicilié à Saint-Denis

Suite de la page A1

de Sherbrooke en toute légalité.

«Dans la loi électorale, un candidat peut se présenter selon deux scénarios, explique la présidente d'élection de Sherbrooke, Me Isabelle Sauvé. Ou bien il est domicilié sur le territoire où il se présente, ou bien il est non domicilié mais y réside de façon continue ou non depuis 12 mois, le 1er septembre de l'année où doit avoir lieu l'élection. Dans ce deuxième cas, le candidat doit aussi être propriétaire d'un immeuble sur le territoire où il se présente.»

La loi permet également à un candidat de se présenter dans un district autre que celui où il réside.

Le 6 novembre dernier, Louida Brochu a été réélu dans le district 2.4 de Lavigerie. Avec l'appui des conseillers Bernard Langy et Roger Labrecque, il a ensuite réussi à déloger l'ancien maire de Fleurimont, Francis Gagnon, comme président d'arrondissement. Le maire de Sherbrooke, Jean Perrault, l'a aussi nommé président du comité consultatif d'urbanisme, l'un des plus importants comités de la Ville.

Interrogé hier, Louida Brochu n'a pas caché son malaise. Il a avoué qu'il traverse une période difficile et que sa situation est «très récente», mais il a refusé d'entrer dans les détails.

«J'ai l'intention de régler mes affaires rapidement, a-t-il ajouté. Je suis un gars de l'Est, j'ai passé 54 ans dans l'Est et j'ai la ferme intention de retourner dans l'arrondissement [de Fleurimont] dès que ma situation sera réglée. J'ai déjà visité trois ou quatre condos au cours des dernières semaines.»

M. Brochu soutient qu'il est «transparent et honnête» dans toute cette histoire. «Mon domicile, c'est Saint-Denis-de-Brompton et ma résidence non permanente, c'est Rock Forest. (...) Je suis légal partout, j'ai juré là-dessus [NDLR: lorsque j'ai posé ma candidature] et je ne l'ai jamais caché.»

Lors des élections municipales du 6 novembre dernier, M. Brochu s'est prévalu de son droit de vote sur la rue des Cyprès, dans le district où il s'est porté candidat. «Pour être totalement transparent, j'ai profité de la commission de révision de la liste électorale pour faire inscrire la mention "non domicilié" sous mon nom à cette adresse», mentionne le conseiller, qui occupe un poste de cadre au Centre jeunesse de l'Estrie.

OU ÇA?

Super Spéciaux
3 jours seulement
9-10-11 décembre 2005
vendredi - samedi - dimanche

Spécial grande inauguration

COMPRESSEUR À AIR
2 gallons
incluant boyau de 25 pi et 6 accessoires.
158-1210

69⁹⁷\$

Gagnez 1000 \$ de produits Sico et Boulanger
Une touche de style et de couleur pour une pièce de votre maison à l'aide de mouleurs Boulanger et de peinture Sico incluant les conseils à votre domicile de notre décoratrice.
Tirage le 11 décembre 2005

Nom : _____
Tél. : _____

MAKITA
choix de cinq outils
64⁹⁷
chacun

PERCEUSE 3/8 po
4,5 A, 2500 tr/min
161-1861

RECTIFIEUSE
4 1/2 po
6 A, 10 000 tr/min
Coffret inclus
173-0311

ARBORET-ESCABEAU EN ACIER, 48 po
3 marches pour plateau à usage multiple, facile à transporter
039-4200

24⁹⁷

ENSEMBLE D'OUTILS RECHARGEABLES 18 volts
comprend perceuse 3/8, scie circulaire 5 3/8, scie sauteuse à vitesse variable, lampe de poche, 2 piles 1.8 volts, 1 chargeur et coffret de transport
191-1305

99⁹⁷\$

PONCEUSE ORBITALE À DISQUE 5 po
120 V - 2 A
incluant 4 disques abrasifs et 1 sac à poussière
999-0982

PONCEUSE DE FINITION
1/3 de feuille, 10 000 tr/min, sac à poussière inclus.
168-83612

SCIE SAUTEUSE ORBITALE
3,7 A, 500 à 3100 tr/min
185-0305

OU ÇA? **CENTRE DE RÉNOVATION EAST ANGUS INC.**
282, rue Angus Sud
East Angus
(819) 832-4944

PRÉSENTEMENT EN COURS

LES SOLDES DE FIN D'ANNÉE

CHEZ MOORES

CE QUI VEUT DIRE QUE LA SEULE FAÇON DE BATTRE LES PRIX MOORES, C'EST AVEC LES SOLDES DE FIN D'ANNÉE CHEZ MOORES.

<p>Complets à partir de 139⁹⁹\$</p>	<p>Vestons sport et Blazers à partir de 99⁹⁹\$</p>
<p>Blousons de cuir à partir de 179⁹⁹\$</p>	<p>Chaussures habillées et tout-aller à partir de 49⁹⁹\$</p>
<p>Pantalons habillés et tout-aller à partir de 29⁹⁹\$</p>	<p>Chemises habillées haute mode à partir de 2 pour 50^{\$}</p>

Moore's
VÊTEMENTS POUR HOMMES

BONNE COUPE · BON PRIX · BONNE RÉPUTATION

COMPOSEZ LE 1-877-MOORES-6 POUR LE MAGASIN LE PLUS PROCHE
MOORESCLOTHING.COM

La Grande guignolée des médias

En voie d'atteindre les 100 000 \$



Claude Plante
claud.plante@latribune.qc.ca
 SHERBROOKE

La Grande guignolée des médias avait, hier à 20 heures, permis de récolter 96 624 \$, mais il restait encore des sommes à calculer en provenance des régions comme Victoriaville, Granby et Drummondville.

Selon M. Vincent Cloutier, de Cible Solutions d'affaires, la firme chargée de coordonner la grande collecte des médias, la somme amassée correspond sensiblement à celle de l'an dernier, mais elle devrait la dépasser une fois qu'on aura, aujourd'hui, calculer les dons de provenance régionale ainsi que le fruit de certaines initiatives des médias qui n'ont pu être tenues en compte dans le calcul d'hier soir.

«Avec le nouveau décompte, on peut espérer atteindre les 100 000 \$», estime M. Cloutier.

Du courage

Il fallait une bonne dose de courage pour se lever à 6h et aller solliciter les



Imacorn, Jocelyn Riendeau

Avec le sourire et malgré le froid, les gens des médias étaient au rendez-vous de la Grande guignolée, hier matin, pour solliciter la population, ainsi que le démontrent René-Charles Quirion et Sonia Bolduc, de La Tribune.

automobilistes à des coins de rues, hier matin dans la région, mais c'est pourtant ce qu'on fait bon nombre de gens des médias.

Malgré le froid de canard, il faisait bon voir les sourires et entendre les «merci d'être là» de ceux qui donnaient volontiers des sous et des denrées pour la bonne cause à ceux qui sollicitaient dans le cadre de La Grande guignolée des médias.

«Oui, il faut donner, car c'est important d'aider les autres!», lance cette dame qui venait de déposer une poignée de petite monnaie avant de redémarrer comme le feu tournait au vert.

Des 25 ¢, des 1 \$, des 2 \$, mais aussi des 10 \$ et des 20 \$. Les gens se sont montrés encore une fois très généreux.

Il faut dire qu'il fallait aussi du courage pour baisser sa vitre et laisser entrer le froid dans sa voiture pour donner. Mais l'élan de générosité était plus fort que tout. Certains s'étaient préparés, comme souvent la vitre ne voulait pas baisser en raison de la glace, le donateur ouvrait tout simplement la porte.

De toute façon, il était difficile pour les automobilistes d'éviter la guignolée, car les journalistes et gens des médias s'étaient postés aux croisements des grandes artères de la ville.

La journaliste de la section des sports de *La Tribune*, Sonia Bolduc, en était à sa deuxième expérience. «Disons que c'est une activité qui me réconcilie avec la nature hu-

maine. C'est le matin où tu reçois le meilleur de l'être humain, quand les gens te disent merci de faire ça», mentionne la journaliste toujours très inspirée.

«Ceux qui n'osent même pas nous regarder, je les oublie très vite. Quand une personne ne veut pas donner, je n'insiste pas... en plus, nous donnions une *Tribune* aux gens!»

Mme Bolduc se souviendra longtemps de sa guignolée 2005. Elle a reçu un 100 \$... pour une grimace! «Le monsieur s'est arrêté et il a dit: «si tu fais une grimace je te donne 100 \$». Comme les grimaces c'est ma spécialité, je lui en ai fait une très belle. Il a sorti un 100 \$ et il l'a mis dans la canne et il est reparti.»

«J'ai dit merci. J'aurais fait une grimace même pour 25 ¢...»

La journaliste Julie Saint-Laurent, de TQS-Estrie, ne pouvait manquer cette occasion de faire du bien en prenant aux plus riches pour donner au plus pauvres. «C'est vraiment une bonne raison de se lever si tôt. On voit que les gens sont de plus en plus sensibilisés et qu'ils se préparent à donner.»

La jeune journaliste du Mouton noir de la télé a retenu l'histoire de cette dame qui ne pouvait donner car elle n'avait rien sur elle. «Elle s'est rendue au guichet automatique et elle est vraiment revenue pour donner. Elle avait 80 \$ à mettre dans la canne!»

Marie-Ève Pépin, animatrice à la station Génération Rock, en était à sa première expérience du genre. Elle a vraiment aimé. «L'an prochain, je serai là aussi. C'est un devoir de le faire.»

«J'ai remarqué que ce sont les femmes qui sont les plus généreuses. Des grosses voitures, ce n'est pas de là que tu reçois le plus...», lance-t-elle.

Rita Lafontaine, dame de coeur et de conviction C6

Éclatez-vous avec nous!

CLUB DE GOLF SHERBROOKE

**Veille du jour de l'An
31 décembre
dès 18h**

Cocktail de bienvenue
Souper 4 services / verre de vin
Musique, danse
Ballons, flûtes, serpentins
Mousseux de la Nouvelle Année

75\$ / personne
Taxes et services inclus

Le Poirron Rouge
Service Intégré

Réservation: 569-6534



HO! HO! ÇA C'T'UN BEAU CHOIX DE CADEAUX!



<p>ACCESSOIRES DE FOYER</p> <p>3148\$ Quantité : 32</p>	<p>TOURNEVIS SANS FIL, À MAIN, 3,6 VOLTS</p> <p>Ensemble cadeau très intéressant</p> <p>3997\$ Quantité : 23</p>
<p>STATION MÉTÉO</p> <p>Température intérieure et extérieure, humidité extérieure, icône météo, historique de température, max. de 40 mètres, avec possibilité de 3 émetteurs sans fil, alarme de température</p> <p>4166\$ Quantité : 64</p>	<p>CHAISE À BILLES «SHERMAG»</p> <p>(Nouveau modèle avec appui-jambes) Beige ou pacane</p> <p>299\$ Quantité : 24</p>

3400, boul. Portland, Sherbrooke (819) 829-7662

LOTO QUÉBEC		Résultats	
* Célébration 2006 *			
Tirage du 2005-12-08		1 Ford Escape hybride 2006 (ou 47 500 \$)	
440E164		(non décomposable)	
2005-12-01	430D955	2005-12-05	378E067
2005-12-02	293D132	2005-12-06	764A592
2005-12-03	494A403	2005-12-07	636C580
2005-12-04	129D466		

LOTO QUÉBEC		Résultats	
* 649 *			
Tirage du 2005-12-07		GAGNANTS	
6/6	0	3 772 261,00 \$	
5/6+	3	89 815,70 \$	
5/6	193	1 153,30 \$	
4/6	8 817	47,80 \$	
3/6	144 269	10,00 \$	
2/6+	82 267	5,00 \$	
Complémentaire : 49		Ventes totales : 13 915 028 \$	
		Prochain gros lot (approx.) : 10 000 000 \$	
* 49 *			
Tirage du 2005-12-07		GAGNANTS	
6/6	1	1 000 000,00 \$	
5/6+	0	50 000,00 \$	
5/6	16	500,00 \$	
4/6	732	50,00 \$	
3/6	12 479	5,00 \$	
Complémentaire : 41		Ventes totales : 450 575,50 \$	
* Joker *			
Tirage du 2005-12-08		Lettre gagnante : K 23 26 31 46 49	
* Unités *			
Tirage du 2005-12-08		Tirage du 2005-12-07	
3 350	4 4379	NUMERO 629585	
		NUMERO 896875	
* Extra *			
Tirage du 2005-12-08		Tirage du 2005-12-08	
06	07	10	12
36	42	43	48
58	56	61	63
68	69	70	
Banco bonis : du 2 au 10 déc. 2005			
LOTO QUÉBEC		GROS LOT CE SOIR	
		15 000 000 \$	

CE SOIR, GROS LOT 75 MILLIONS \$

C'EST DE L'ARGENT!



www.loto-quebec.com

18 ans +

Blocus des sentiers de motoneige

L'industrie touristique appelle Québec à réagir



Claude Plante

claude.plante@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Le dossier du blocus des sentiers de motoneige par les agriculteurs du Québec ressemble au drame que vivrait un locataire d'un logement en flammes pris entre les interminables discussions de son propriétaire et du chef des pompiers à savoir comment on doit éteindre l'incendie.

L'industrie touristique québécoise vit une crise avec la possibilité que la saison de motoneige soit annulée en raison du refus des membres de l'UPA de laisser circuler les motoneigistes sur leurs terres pour protester contre les iniquités fiscales dont ils se disent victimes.

Les associations touristiques des Cantons-de-l'Est, du Centre-du-Québec et de la Mauricie, de Chaudière-Appalaches ainsi que le Grand Prix Ski-Doo de Valcourt s'unissent pour faire pression.

En fait, ils veulent faire flèche de tout bois, car il faut que tous les acteurs dans ce dossier mettent de

l'eau dans leur vin, autant les agriculteurs, le gouvernement et les municipalités.

«Nous ne lançons pas un cri d'alarme, nous sommes présentement en crise!», lance Jacques Robidas, président de Tourisme Cantons-de-l'Est. Il y a des commerçants qui ont investi pour la saison de motoneige, mais qui n'auront aucun revenu.»

«Il faut que le gouvernement arrête de niaiser avec le puck et règle le problème. Nous n'avons pas de temps à perdre. Si on perd le touriste motoneigiste, il sera très difficile de le faire revenir. C'est une partie de notre industrie touristique qui risque de tomber en ruine.»

Même si le Grand Prix Ski-Doo n'est pas compromis avec ce blocus, il reste qu'un pan important de l'achalandage de l'événement sportif provient de visiteurs qui se rendent en motoneige dans la région de Valcourt.

«Les motoneigistes qui viennent nous voir passent souvent quelques jours dans la région. Ils doivent manger, dormir et prendre de l'essence. Ce sont des retombées importantes», note le président du Grand Prix de motoneige, Denis Leclerc.

«S'il n'y a pas de saison de motoneige, nous perdons tout cela. Je suis moi-même motoneigiste et je sais ce que ça coûte en immatriculation, en vêtement

et en carte de membre. En ce moment, personne ne bouge. Tout le monde attend.»

Il est vraiment minuit moins une dans ce dossier, car les intervenants réunis en conférence de presse hier dans les bureaux de Tourisme Cantons-de-l'Est estiment que, si le dossier n'est pas réglé avant le 15 décembre, la saison devra être annulée.

Bernard Giles, président de Tourisme Centre-du-Québec, doute que tout rentrera dans l'ordre d'ici les prochaines heures ou jours, comme l'ont indiqué plus tôt cette semaine les autorités gouvernementales.

«On dirait qu'au gouvernement personne n'a fait le calcul de ce que coûterait l'annulation d'une saison de motoneige», se plaint-il.

«Je vais croire que le dossier est réglé quand je verrai les sentiers de motoneige et de quad ouverts», enchaîne André Nolin, directeur général de Tourisme Mauricie.


Les associations touristiques présentes préparent un plan stratégique qui sera dévoilé d'ici peu.

Toutefois, le blocus commence à se faire ressentir de l'autre côté de l'océan, affirme Alain Larouche, directeur général de Tourisme Cantons-de-l'Est. «On voit déjà un impact sur les réservations de touristes européens qui devaient venir ici pour faire de la motoneige», plaide-t-il.


«Il va se passer des choses, c'est certain, avertit M. Robidas. L'industrie hôtelière est en crise et je sais que des gens sont prêts à se lever!»



Le dossier du blocus des sentiers de motoneige inquiète l'industrie touristique, ont expliqué Bernard Giles, président de Tourisme Centre-du-Québec, Jacques Robidas, président de Tourisme Cantons-de-l'Est, Denis Leclerc, président du Grand prix de Valcourt, et Alain Larouche, directeur général de Tourisme Cantons-de-l'Est.



LES 3 JOURS NIKON
Les 8, 9, 10 décembre 2005



Samedi le 10 décembre 2005, M Guy Authier, représentant pour Nikon Canada sera présent au magasin, entre 10 h et 16 h, pour une démonstration personnalisée.

COOLPIX 4600
Prix : **249,99 \$**

4MP zoom 3x
fonction «D-Lighting»
fonction «yeux rouges»



COOLPIX 5900
Prix : **399,99 \$**

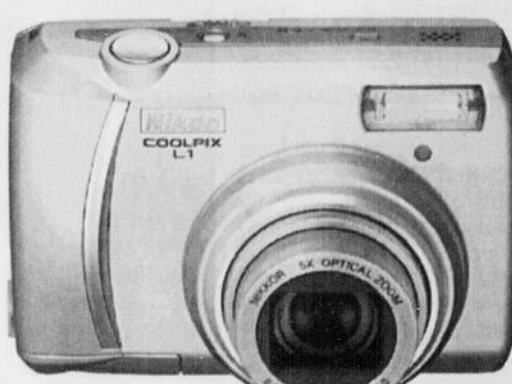
5.1MP zoom 3x verre ED
fonction «D-Lighting»
fonction «yeux rouges»



Pendant cette fin de semaine Nikon, à l'achat d'un modèle Coolpix de votre choix nous incluons une carte mémoire de 128mb gratuitement et à l'achat d'un ensemble D50 obtenez un abonnement à Photosélection pour une période d'un an.

COOLPIX L1
Prix : **399,99 \$**

6.2MP zoom 5x
fonction «D-Lighting»
fonction «yeux rouges»



D50 6MP
Prix : **949,99 \$**

incluant objectif 18-55mm
écran de 2 pouces
mode rafale de
2,5 images/secondes



Tous les appareils Nikon numériques Coolpix et D50 sont livrés, de base, avec pile et chargeur, une garantie de Nikon Canada Inc. pour une période de deux ans et l'objectif du D50 est garanti pour 5 ans pièces et main-d'oeuvre.



1306, rue King Ouest
Sherbrooke
(819) 565-0000
www.zoneimage.ca

Le magasin se réserve le droit de limiter les quantités par client. Jusqu'à épuisement des stocks.

Grâce à LaTribune

20 personnes chanceuses recevront ce livre



« 150 recettes simples comme bonjour »

Abondamment illustré, ce livre met en vedette des recettes délicieuses, économiques, bonnes pour la santé, et toujours faciles et rapides à préparer.

En collaboration avec les Editions Transcontinental

Les Éditions Transcontinental

Pour participer, vous n'avez qu'à remplir ce coupon de participation et le poster à :

LaTribune CONCOURS « 150 recettes simples comme bonjour »
1950, rue Roy
Sherbrooke (Québec) J1K 2X8

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____

Code postal : _____

Tél. rés. : _____ bur. : _____

Nommez trois chroniqueurs de La Tribune : _____

Tirage le lundi 19 décembre, 11 h.



Besoin d'être écouté?
Quelqu'un est là pour toi!
Anonyme et confidentiel

564-2323

1 800 667-3841 - Jour, soir, nuit - 7 jours

SECOURS-AMITIÉ ESTRIE GAGNANT(E)S LOTERIE-VOYAGES 2005-2006 2^e TIRAGE (décembre 2005)

1er prix :
Monsieur Michel Croteau, de Sherbrooke (billet no 256).
Crédit voyage chez Club Voyages Orford, valeur de 1 915 \$, applicable pour Puerto Plata/Rép. Dominicaine.

2e prix :
Madame Raymonde Fournier, de Sherbrooke (billet no 181).
Chèque-cadeau de 75 \$, gracieuseté du restaurant DaToni.

3e prix :
Madame Ginette Morin, de Montréal (billet no 182).
Chèque-cadeau de 50 \$, gracieuseté des marchés Super C.

4e prix :
Madame Nicole Vallières, de Drummondville (billet no 217).
Chèque-cadeau de 75 \$, gracieuseté de Décor NW.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2006

L'État ne peut remplacer les parents

La lutte contre la pauvreté des enfants passe par la création d'emplois, affirme Jean Lapierre



Gilles Fiset

gilles.fiset@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

L'État ne peut pas prendre soin des enfants à la place des parents, répond le lieutenant des libéraux fédéraux au Québec, Jean Lapierre, lorsqu'il est interrogé sur la manière dont un gouvernement libéral réglerait le problème de pauvreté et du nombre sans cesse croissant de jeunes qui arrivent à l'école le ventre creux.

Présent à Sherbrooke afin de présenter les candidats de son parti pour la région estrienne, hier matin, alors que se tenait justement la Guignolée des médias, M. Lapierre a d'abord demandé ce qu'on pouvait attendre du gouvernement devant un tel problème avant de rajouter que la meilleure façon de régler la pauvreté était de favoriser la croissance économique et la création d'emplois. Ce à quoi, a-t-il dit, s'occupe un gouvernement libéral.

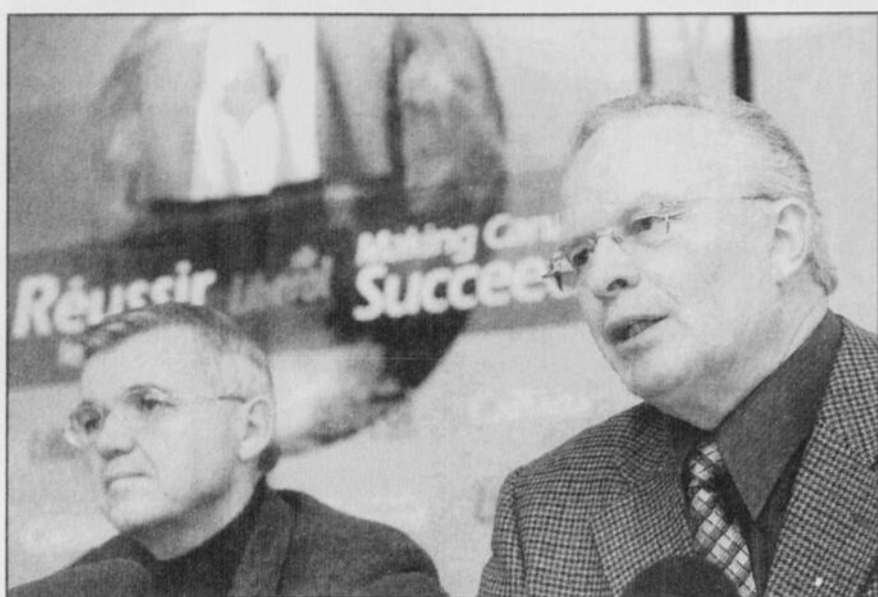
«Le gouvernement ne se préoccupe pas de la pauvreté et des enfants seulement une fois, à la fin de l'année. Il s'en préoccupe tout le temps», a-t-il déclaré.

Pouliot ronge son frein

Pour l'occasion, M. Lapierre était accompagné de Robert Pouliot, le candidat libéral dans Sherbrooke, lequel a expliqué qu'il rongeait son frein depuis l'élection de 1998 en constatant que la situation économique ne cessait de se détériorer à Sherbrooke alors qu'elle s'améliorait ailleurs, au pays.

«Depuis six semaines, je rencontre des chefs d'entreprise pour savoir ce qu'il faut faire pour renverser la vapeur. Ils m'ont expliqué qu'ils ont besoin que le gouvernement s'occupe d'eux et qu'il mette en place des programmes pour les aider à relever les nouveaux défis», a déclaré M. Pouliot.

Pour David Price, candidat dans Compton-Stanstead, l'occasion était belle pour expliquer qu'il se promenait depuis 18 mois dans le comté, depuis la dernière élection, et qu'il ne pouvait que constater le vide creusé par la députée



Le lieutenant pour le Québec chez les libéraux fédéraux, Jean Lapierre, est venu présenter les candidats pour la région de l'Estrie. Sur la photo, David Price, de Compton-Stanstead, et Robert Pouliot, de Sherbrooke.

bloquiste France Bonsant.

«Rien ne se passe. Les besoins sont

toutefois encore bien présents, qu'on

pense aux familles, aux entreprises, à la

qualité de vie. Que fait le Bloc? Quel est son bilan en ce qui concerne le vieillissement de la population, du réseautage des entreprises, de la mise en valeur des produits agricoles, de la préservation de notre patrimoine?», a demandé M. Price.

Diane Saint-Jacques

Présente également à l'événement, la candidate dans Shefford, Diane Saint-Jacques, a brossé un aussi noir tableau en ce qui concerne la performance du député bloquiste du comté. Selon elle, son travail tranche avec celui qu'elle a accompli lorsqu'elle était en place.

«Il est temps de se redonner une voix dans Shefford autrement que pour critiquer mais pour faire avancer les dossiers», a-t-elle lancé.

Enfin, le candidat dans Brome-Missisquoi, Denis Paradis, s'est moqué de son adversaire bloquiste, Christian Ouellet.

«Il ne veut pas parler de souveraineté mais nous, nous allons en parler afin d'éviter un autre référendum. Nous avons vu comment cela divisait les familles. Je n'ai pas le goût de revivre ça», a-t-il déclaré.

En bref

L'échiquier se met en place dans Richmond-Arthabaska

VICTORIAVILLE (GB) - Devant une cinquantaine de partisans, cette semaine à son local du centre-ville de Victoriaville, le candidat officiel de Parti conservateur du Canada (PCC) dans la circonscription de Richmond-Arthabaska, Jean Landry, a lancé sa campagne électorale en vue du scrutin du 23 janvier prochain.

Après le député bloquiste sortant, André Bellavance, il devient ainsi de deuxième candidat à solliciter officiellement l'appui des électeurs et électrices du comté. M. Landry avait été élu porte-étendard du PCC le 5 mai dernier, dans le cadre d'une assemblée d'investiture, au Centre aquatique du lac Mirage de Princeville.

On sait par ailleurs que Louis Mercier de Ham-Nord, un étudiant en droit à l'Université d'Ottawa âgé de 20 ans seulement, a déjà fait savoir qu'il sera le candidat du Parti libéral du Canada dans le comté de Richmond-Arthabaska.

Finalement, le Parti vert du Québec aura aussi un candidat dans la prochaine élection. Il s'agit de Laurier Busque, un résident du canton de Melbourne.

De part et d'autre, MM. Mercier et Busque n'ont pas encore fait connaître le moment où ils lanceront leur campagne.

France Bonsant non ministrable

COATICOOK (JG) - Attachée à sa circonscription, la députée de Compton-Stanstead, France Bonsant, entend bien continuer à appuyer ses concitoyens dans leurs dossiers auprès du gouvernement fédéral.



France Bonsant

«Je ne suis pas ministrable», a insisté la députée bloquiste lors du passage de son chef, cette semaine à Coaticook, «je veux continuer d'aider, de faire une différence dans mon comté, là où les gens m'ont élu».

Ne prenant rien pour acquis en vue des élections fédérales de janvier prochain, France Bonsant déclare toutefois «faire confiance aux électeurs». «Ils sont à même de constater l'expertise développée au cours des 18 derniers mois. J'y ai acquis une connaissance approfondie des dossiers débattus en Chambre, des postes de la GRC sur lesquels je n'ai jamais baissé les bras au Placement carrière-été en passant par la protection de la gestion de l'offre», souligne la députée du Bloc québécois, dont les affiches commencent à côtoyer celles de son adversaire libéral, David Price.

Corriveau lance sa campagne



Yvan Corriveau

THETFORD MINES (NF) - Actuel bâtonnier du Barreau d'Arthabaska et président de l'Association libérale fédérale du comté de Mégantic-L'Érable, Me Yvan Corriveau, de Thetford Mines, sera le candidat du Parti libéral du Canada dans Mégantic-L'Érable lors des élections fédérales du 23 janvier prochain.

«J'ai décidé de devenir votre député. Je veux m'occuper des gens de la région. L'économie régionale passe par le développement des entreprises. Depuis l'élection de

M. Boulianne, il n'y a pas eu beaucoup d'investissements. Il n'a pas de bilan. La chicane, ça ne crée pas d'emplois», a-t-il lancé en guise première intervention.

M. Corriveau en aura pour les trois municipalités centres des MRC de son comté. La défense de l'amiante et le déblocage de budgets pour Thetford Mines pour régler ses problèmes d'approvisionnement en eau potable sont deux de ses engagements.

Du côté de Lac Mégantic, le candidat libéral a soulevé de multiples dossiers dont la construction d'un nouvel arène, la réfection des rues et des égouts, terminer la relocalisation de la voie ferrée, la diversification économique, le développement touristique et l'implantation d'un nouveau système de téléphonie cellulaire.

La région de Plessisville ne sera pas en reste. Favoriser les échanges commerciaux avec l'Ouest canadien et l'exportation de produits de l'érable de même qu'améliorer et agrandir l'abattoir de Princeville figurent au nombre de ses préoccupations.

la Baie

L'authentique magasin de Noël^{MC}

10 % DE RABAIS

En réglant avec votre carte de crédit Hbc

 50 % de rabais TOUT le sportswear automne-hiver LIZ CLAIBORNE à prix ordinaire et de liquidation pour elle. Dont les pulls	 50 % de rabais hauts, pulls et tenues d'extérieur TOMMY HILFIGER DENIM et CODE BLEU pour elle et lui	 50 % de rabais chemises de ville GEOFFREY BEENE et ARROW pour lui et mode WAYNE GREZKY
 40 % à 50 % de rabais tenues d'extérieur pour elle et lui Exception : collection olympique	 40 % de rabais pulls pour elle et lui, dont les modèles en cachemire et de marques griffées Exception : collection olympique	 30 % à 40 % de rabais peignoirs et tenues de nuit pour elle et lui 30 % de rabais. Sélection de soutiens-gorge et slips mode, dessous galbants et lingerie de jour. Exception : collection olympique
 30 % de rabais chocolats JESSICA WALKER	 998 ch. Célébrez avec nos héros! Collection de 5 livres à couverture rigide sur le hockey. Ord. 2495\$	 33 % de rabais chaussures ROCKPORT et FLORSHEIM pour lui
50 % de rabais additionnel jouets à prix de liquidation et sans suite. Sur nos derniers prix étiquetés.		40 % de rabais additionnel montres et bijoux à prix de liquidation. Sur nos derniers prix étiquetés.

PROMO 25 % DE RABAIS ADDITIONNEL

MODE SEMESTRIELLE

vente choix de tenues mode (griffes comprises), sous-vêtements, lingerie, tenues de nuit, accessoires, chaussettes et collants à prix déjà réduit pour tous

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2006



Lapierre se dit sensible aux travailleurs âgés



Gilles Fisette
gilles.fisette@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Les travailleurs âgés et tous ceux qui rêvent d'un programme qui viendrait combler le vide laissé lors de l'abandon du programme PATA, ont un allié en Jean Lapierre. En table éditoriale, hier matin, dans les locaux de *La Tribune*, le lieutenant québécois du Parti libéral du Canada a effectivement déclaré être en faveur de mesures qui viendraient permettre aux travailleurs âgés mis à pied de

manière définitive de profiter de mesures transitoires vers la retraite, comme le faisait le PATA.

«Je pense qu'on doit absolument considérer y revenir. On a toujours dit qu'une couturière sur une *overlock* deux aiguilles, on ne pourra l'envoyer chez IBM six mois plus tard. Pour les travailleurs plus âgés, il va falloir revoir notre manière de faire», a-t-il déclaré.

Pas pour tout le monde

Selon lui, les mesures actives (aide au reclassement) «sont bien gentilles mais ça ne convient pas à tout le monde. Le gars qui a 58 ans et une cinquième année, ce ne sont pas les mesures actives dont il a besoin. Il va donc falloir revoir notre manière de faire, à cause aussi de l'ampleur de la transition qui s'en vient».

Il a expliqué que «nous sommes en train de revenir vers une philosophie de mesures passives, avec un coût énorme, il faut le dire. Cependant, moi, j'ai toujours favorisé cela parce que ça permet aux gens de conserver leur dignité, même si ce n'est pas le programme le plus généreux au monde».

Le plus important, la dignité

L'élément le plus important d'un programme comme le PATA, a dit M. Lapierre, «c'est la dignité des gens. Et moi, je l'ai vécu dans plusieurs dossiers de fermeture d'usine où les gens touchaient des montants peu substantiels mais qu'ils appelaient leur pré-retraite. Ils sauvent ainsi leur dignité en évitant d'avoir à s'adresser aux programmes sociaux. Dans ce sens, je favorise l'implantation de mesures de soutien».

Cela dit, il a souligné qu'il faut aussi mettre l'emphase sur les mesures actives puisque, dans les sociétés actuelles, les travailleurs sont appelés à travailler plus longtemps.

«Notre défi, maintenant, c'est d'être en avant de la parade. C'est notre seul espoir. Le plus grand défi que nous avons est la transition. Avant, on disait qu'il suffit d'être un bon homme et avoir deux bras pour gagner sa vie. Or, des bons bras, il y en a 2 milliards 600 millions de bons bras — deux bras par individus —, en Chine, et qui produisent des choses de qualité.»

Pas question de discuter de déséquilibre fiscal

Gilles Fisette
SHERBROOKE

Il ne sera pas question de traiter de déséquilibre fiscal durant la présente campagne électorale car le sujet n'existe pas aux yeux des libéraux fédéraux.

«Nous, on reconnait qu'il y a des pressions financières sur les provinces et seulement sur certaines provinces à part de ça. Ce n'est pas un phénomène général au pays. Ce n'est pas vrai», a lancé le lieutenant pour le Québec des libéraux fédéraux Jean Lapierre, hier matin, alors qu'il participait à une table éditoriale dans les locaux de *La Tribune*.

Interrogé à savoir si le mot déséquilibre fiscal demeurait un mot tabou, encore en 2005, dans le camp fédéral, M. Lapierre a déclaré qu'il n'en sera pas question et que «les provinces, entre elles, ne s'entendent pas à propos de la réponse, ni de la nature du problème».

Passer par la péréquation

Pour niveler les différences au Canada, a-t-il ajouté, il faut plutôt passer par le programme de péréquation.

Jusqu'à maintenant, a-t-il souligné, «la manière dont on a pu aider le gouvernement du Québec, et on va continuer de le faire, c'est par la péréquation. Cette année, c'est 5,4 milliards \$, soit 600 millions \$ de plus que l'an passé. Ça, c'est de l'argent qui vient sans condition. C'est la formule idéale pour donner une égalité de chances entre les gouvernements et une égalité de services. S'il y a des accommodements à faire, c'est par l'amélioration de la formule de la péréquation.»

«Dans tous nos programmes nationaux, nous avons donné un sacré coup de main au gouvernement du Québec. Que ce soit, par exemple, dans le programme des garderies où nous allons verser 1,2 milliards \$ de plus au cours des cinq prochaines années qui, finalement, n'entraînent aucune dépense de plus pour eux. La dépense, il l'avait déjà.»

«Le vrai déséquilibre fiscal, au Canada, n'est pas de haut en bas. Il est plutôt horizontal. C'est la richesse de certaines provinces par rapport à la pauvreté d'autres provinces. Comment le régler? Par la formule de péréquation qui est maintenant constitutionnalisées», a-t-il estimé.

Partage des surplus

«Jean Charest nous avait aussi demandé de l'aide en santé. Nous avons signé une entente asymétrique en santé. C'était la première demande. Il nous a demandé aussi de l'aide pour les infrastructures. Nous avons aussi une entente sur les infrastructures où la province administre le programme. C'est de l'argent du fédéral qui vient dans des domaines où la responsabilité provinciale est claire et où ils ont la maîtrise d'oeuvre.»

Selon M. Lapierre, «notre première loyauté est envers le contribuable. La deuxième est le remboursement de la dette et, troisièmement, nous allons mettre plus de fonds dans certains programmes qui en ont besoin. C'est comme cela que nous avons décidé de partager nos surplus».

Le chef des troupes québécoises pour les libéraux fédéraux, Jean Lapierre, garde le sourire après dix jours d'une campagne qui se déroulera en deux temps, soit la période avant et celle après le congé de Noël.

Imacom, Jocelyn Riendeau

NOUS SOMMES OUVERTS JUSQU'À 17 H LE SAMEDI 10 DÉC.

Destination solde du week-end

du vendredi 9 au dimanche 11 décembre

Les vendredi 9
et samedi 10 décembre

ADDITIONNEL*

Sur les prix de solde et de liquidation.
10 % de rabais sur les prix ordinaires.

Précisions ci-dessous



Oscar de la Renta
PARFUMS

OFFRE SPÉCIALE!
Procurez-vous cet ensemble pour 24 \$ avec tout achat de 48 \$ ou plus de produits parfumés Oscar.

SEULEMENT À LA BAIE



Carte-rabais la Baie 15 \$

Recevez une carte-rabais la Baie de 15 \$ à l'achat de 75 \$ ou plus (avant taxes) de produits parfumés ce week-end.

* Avant taxes. Applicable à tout achat de 50 \$ ou plus (avant taxes) effectué à la Baie le vendredi 9 ou le samedi 10 décembre. Une carte-rabais par famille.



OFFRE SPÉCIALE DU FABRICANT!

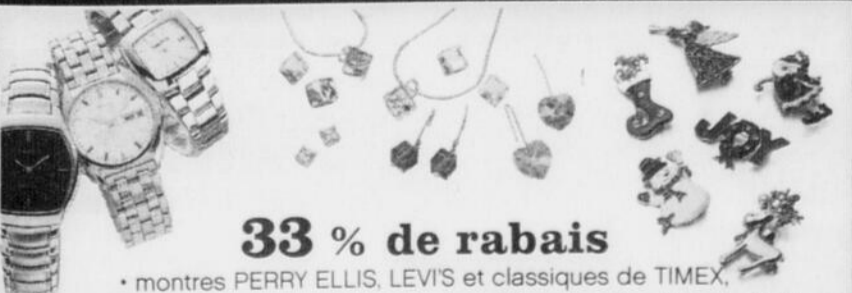
55 % de rabais

bijoux PRINCIPLES en or et gemmés



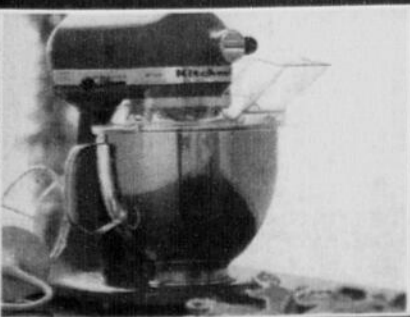
25 % de rabais

accessoires de la boutique du bain et de beauté



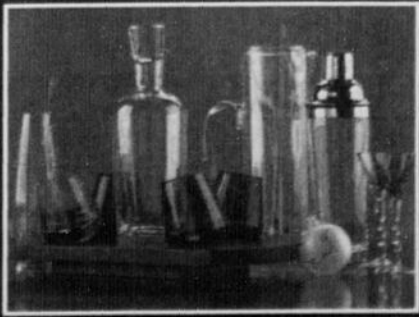
33 % de rabais

• montres PERRY ELLIS, LEVI'S et classiques de TIMEX,
• broches, bijoux mode griffés en boîte et boucles d'oreilles de Noël
• montres et bijoux mode GLOBAL MIND
• bijoux mode et en argent fin ALFRED SUNG, TOGO^{MC} et OUTLINE



80 \$ de rabais

batteur sur socle Artisan de KITCHEN AID
Ord. 399,77 \$ Solde 319,77 \$



25 % de rabais

articles de bar GLUCKSTEINHOME et MARKET SQUARE
Dans le lot : seaux, coquetiers et ens. à martini

50 % de rabais TOUS les oreillers, couettes et couvre-matelas LAURA ASHLEY

jusqu'à **30 % de rabais TOUS les gros électros**

Exception : Miele.
Exemple : Duo-lessive BEAUMARK. N° BTF1240ES et BEF330CES. Ord. 1 649,98 \$ Solde 1 154,99 \$ Rabais de 494 \$.

25 % de rabais TOUS les couteaux et blocs

Henkels dans le lot.

20 % de rabais TOUS les meubles à prix ordinaire et de liquidation

15 % de rabais TOUS les petits électros de soins personnels

10 % de rabais TOUS les appareils électroniques à prix ordinaire

Exceptions : appareils BOSE et XBR de SONY.

Le choix varie selon le magasin. Les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles « Son prix la Baie tous les jours », « Nouveaux arrivés », « Achat-chez », « Offre spéciale de la direction », « Sévins, Home Studio, La Californie Home, Vera Wang, Gucciverve, tous les rasoirs et de la collection olympique et mode maison Martini, Les montres « ACHAT-chez », et « Offre spéciale de la direction » indiquant que nous avons trouvé une meilleure proposition dans nos autres magasins. Si nous indiquons un PRIX DE COMPARAISON, il s'agit du prix d'un autre détaillant canadien à écart pour un article de qualité identique ou comparable. Vérifier que pour les articles « Achat-chez », « Offre spéciale de la direction » et ceux de l'Échappé du style en magasin, les quantités sont limitées, le choix varie selon le magasin et certains items d'achat offerts en articles de substitution ne sont offerts. La mention « PRIX CROISÉS » signifie que le prix au quotidien existant est temporairement réduit. Précisions en magasin.
* Exceptions à l'offre de 10 % : cosmétiques, produits parfumés, montres Gucci, appareils électroniques, musique, films, jeux vidéo, logiciels, ordinateurs, gros électros, meubles, deux-saisons, collection olympique, articles « Nouveaux arrivés » et ceux des rasoirs croisés. D'autres exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.

Opinions



Présidente et éditrice: Louise Boisvert

Rédacteur en chef: Maurice Cloutier

Directeur de l'information: Louis-Éric Allard

Adjointe au directeur: Jacynthe Nadeau

Une attitude inacceptable



Maurice Cloutier

maurice.cloutier@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Tous les partis politiques québécois demandent depuis des années au gouvernement fédéral de reconnaître l'existence d'un déséquilibre fiscal et de s'engager à corriger la situation. Il y a quelques jours à peine, tout comme au printemps 2004, le premier ministre Jean Charest a fait du déséquilibre fiscal un enjeu central pour le Québec sur lequel il veut entendre les partis qui aspirent à gouverner le pays.

M. Charest sera profondément déçu de constater que le lieutenant québécois de Paul Martin, le ministre Jean Lapierre, n'a pas l'intention de répondre à son invitation. Pire, en table éditoriale à La Tribune, dans le comté du premier ministre québécois, il a clairement démontré que le déséquilibre fiscal est une expression toujours bannie du vocabulaire des rouges de l'équipe Martin.

Tout comme au printemps 2004, M. Lapierre a parlé simplement de pressions fiscales et des avantages que retire le Québec du système de péréquation. Puis, il a plutôt vanté les mérites de son gouvernement qui retournera 30 milliards de dollars dans les poches des contribuables canadiens.

Malheureusement, ils sont coincés

Il a même osé passer un double message aux libéraux provinciaux. Les surplus à Ottawa ne sont pas arrivés par enchantement et les provinces comme le gouvernement canadien ont tous les mêmes pouvoirs de taxation. En deux mots, Québec a simplement à prendre les moyens pour se sortir du pétrin en appliquant des compressions ou en allant piger davantage dans les poches des contribuables. Ces conseils sont un peu déplacés lorsque l'on connaît l'ampleur des coûts du système de santé. Le sénateur libéral Jean-Claude Rivest a parlé lui-même du déséquilibre fiscal comme étant un des vices fondamentaux de la fédération canadienne.

Au Québec, les libéraux fédéraux donnent l'impression de vivre sur une autre planète lorsqu'ils tentent d'éviter le sujet du déséquilibre fiscal. Il s'agit d'une attitude

inacceptable. Ils doivent se prononcer clairement. Loin derrière les bloquistes, ils auraient tout intérêt à répondre à l'invitation de M. Charest. Malheureusement, ils sont coincés.

L'Ontario a à l'oeil les libéraux fédéraux. Elle ne veut pas que le Québec bénéficie de ce qui pourrait apparaître comme un traitement de faveur. Or, il n'est pas question pour le camp Martin de prendre le moindre risque d'indisposer les Ontariens alors qu'il compte encore une fois sur ceux-ci pour demeurer au pouvoir.

Par contre, à trop chercher à éviter la question du déséquilibre fiscal, la campagne hivernale au Québec sera très longue et pénible pour les libéraux fédéraux. Il est impensable qu'ils puissent esquiver continuellement un sujet qui roule depuis des années dans l'actualité québécoise.

Plus clair

Il faut cependant admettre que M. Lapierre a été plus clair dans deux autres dossiers qui préoccupent les Estriens. Des postes de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) ont été fermés dans les zones frontalières, notamment à Coaticook, Lac-Mégantic et Granby. Des élus municipaux et le député libéral de Brome-Missisquoi, Denis Paradis, se battent depuis des mois pour faire rouvrir ces postes.

M. Lapierre a mis un terme à tout espoir d'une révision gouvernementale des décisions qui ont été prises par la GRC. Il a rappelé que les politiciens ne doivent pas intervenir dans les opérations courantes de la police fédérale. Ce dossier ne sera pas un enjeu de la campagne, au grand déplaisir sans doute de certains candidats libéraux.

Le ministre Lapierre a finalement promis de tout faire pour obtenir d'un prochain gouvernement libéral la mise en place d'un programme d'aide aux travailleurs âgés qui perdent leur emploi. Il a admis que la concurrence chinoise malmène le secteur manufacturier québécois et qu'il faut éviter le plus possible les drames humains que vivent plusieurs familles québécoises. Des mesures sont espérées dans plusieurs communautés québécoises.

Il est souhaitable que les intentions de M. Lapierre se traduisent avant la fin de la campagne par un engagement formel du chef Paul Martin. Voilà du moins une promesse qui ferait l'unanimité.



hervephilippe@videotron.ca

Dr. réservés

Tribune libre

Le Fonds Brigitte-Perreault pour humaniser les soins

Le 12 décembre 2005, il y aura un an qu'est disparue notre collègue Brigitte Perreault, originaire de Granby, gastroentérologue au CHUS et professeure à la Faculté de médecine et des sciences de la santé de l'Université de Sherbrooke. Cette jeune femme exceptionnelle d'à peine 30 ans est décédée d'un cancer de l'estomac, contre lequel elle a vaillamment lutté.

Avant son décès, et avec son approbation, ses proches, ses collègues et quelques professeurs ont décidé de créer le Fonds Brigitte-Perreault, rattaché à la Fondation du CHUS. Le Fonds veut encourager des initiatives pour améliorer la qualité des soins. C'est une première québécoise. Le Fonds vise surtout:

- Une humanisation des soins. Plusieurs actions sont envisagées pour permettre aux personnes malades et à leurs proches de vivre dans la dignité, pour développer un plus grand respect de l'individu et pour trouver le soutien nécessaire afin que le patient puisse vivre debout et garder espoir;

- La sécurité des soins. En 2004, une étude canadienne et une étude québécoise ont démontré la vulnérabilité de notre système de santé. Ces études donnaient les premières statistiques sur des événements indésirables (accidents ou

incidents) qui surviennent en milieu hospitalier. Ces événements n'ont rien à voir avec la raison d'admission du malade; il peut s'agir d'infections contractées à l'hôpital, d'effets secondaires reliés aux médicaments, d'accidents reliés aux examens et aux traitements, etc. Le Fonds parrainera des projets pour améliorer cette situation.

La famille de Brigitte, des amis, des collègues, des étudiants, des retraités du milieu médical ainsi que des administrateurs de la Fondation du CHUS se réunissent mensuellement pour l'orientation du Fonds et les actions à prendre. Tous des gens du milieu qui ont accepté de s'engager pour l'humanisation et la sécurité des soins. Tous des gens qui désirent apporter un «plus» à leur hôpital.

Deux projets ont déjà été soumis à ce comité, présidé par le Dr René Beaudry, gastroentérologue retraité du CHUS. Il s'agit d'une campagne de sensibilisation sur l'importance du lavage des mains en milieu hospitalier et d'un projet d'amélioration d'une chambre de soins palliatifs au CHUS Hôpital Fleurimont. Le comité entend chaque année produire le bilan de ses activités.

Le Fonds Brigitte-Perreault a déjà recueilli plusieurs contributions. Le 8

décembre 2004, la Fondation P.A. Fournier, par l'intermédiaire de l'Honorable Pierre C. Fournier, faisait le premier don de 5000 \$. Depuis, sept familles ont aussi contribué lors du décès d'un de leurs proches. Pour sa part, l'exécutif du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens (CMDP) du CHUS a effectué un don substantiel de 50 000 \$ en raison des enjeux importants que le Fonds représentait.

La Fondation du CHUS est un formidable moyen pour la collectivité estrienne et des alentours d'appuyer des développements en santé dans la région. En soutenant la mise sur pieds du Fonds Brigitte-Perreault, la Fondation a clairement établi que la qualité des soins était une préoccupation de premier plan. Désormais, la population peut encourager tous les gestes au quotidien qui visent à l'améliorer.

Les gens qui veulent contribuer doivent le faire par l'entremise de la Fondation du CHUS, en précisant que le don doit être versé au Fonds Brigitte-Perreault. Ce petit geste d'une immense portée donne un sens à un départ qui nous peine encore.

Dr Pierre Charron
et les membres du comité
du Fonds Brigitte-Perreault

Analyse

Tenir ses promesses



Alain Dubuc

Collaboration spéciale

Il existe une conviction profonde chez les électeurs que les politiciens ne tiennent pas leurs promesses. C'est certainement l'un des principaux facteurs à la source de l'impopularité des politiciens et du cynisme des citoyens face à la chose publique.

Hélas, les gens n'ont pas tort. On en a encore eu un exemple flagrant cette semaine à Montréal quand le maire Gerald Tremblay, fraîchement réélu, a déposé un budget qui frapperait les trois quarts des contribuables d'une hausse de taxes quand il avait très clairement promis de ne pas augmenter le fardeau fiscal il y a à peine un mois.

Ce qui est encore plus étonnant, c'est la désinvolture avec laquelle le maire a

expliqué sa volte-face. Celui-ci n'avait aucune des excuses classiques, une crise majeure, les horreurs que l'on a découvert dans les livres de l'administration précédente, les coupures arbitraires d'un gouvernement supérieur.

Rien de tout cela chez M. Tremblay. «Je reconnais, a-t-il dit, que nous avons fait un choix entre les différentes promesses. Les promesses que nous avons considérées les plus importantes étaient celles au niveau du réseau routier, de la propreté et de la sécurité, et nous avons demandé un effort additionnel des contribuables pour respecter ces engagements.»

Mais les excuses de M. Tremblay ne répondent pas à la question de fond. Comment se fait-il, qu'il y a quelques semaines, il affirmait que ces engagements pouvaient être mis en oeuvre avec les ressources existantes et que, cette semaine, il découvre qu'il faudra augmenter le fardeau fiscal pour y arriver? En principe, un programme électoral n'est pas un menu dans lequel les politiciens

élus feront un choix après leur victoire. C'est un tout cohérent.

Il ne faut pas sombrer dans le populisme primaire. Certains engagements peuvent être difficiles à respecter, parce qu'ils sont complexes, qu'ils comportent une dose de subjectivité ou qu'ils posent des défis difficilement solubles, par exemple améliorer la réussite scolaire ou réduire la pauvreté.

Mais ce n'est certainement pas le cas des promesses de M. Tremblay. D'abord parce que boucher des nids de poules, s'occuper de propreté et de sécurité, le tout dans un cadre budgétaire donné, entre dans la catégorie de ce que l'on peut décrire sans mépris comme des dossiers simples et prévisibles. On connaît les problèmes, on sait comment les résoudre et on sait combien ça coûte.

La découverte par le maire Tremblay et son équipe qu'il n'y avait pas assez d'argent dans les coffres pour payer tout cela est donc étonnante. C'est lui qui dirige l'administration municipale depuis quatre ans. Les chiffres de la ville,

ce sont ses chiffres. Et le processus budgétaire a certainement été entamé il y a un bon bout de temps, assez pour que M. Tremblay ait pu avoir une bonne idée de sa marge de manoeuvre au moment de la campagne électorale.

Tout cela pourrait coûter très cher au maire Tremblay, quand on voit ce qui est arrivé à d'autres politiciens qui ont trahi leurs promesses fiscales. Jean Charest pouvait plaider l'ignorance jusqu'à un certain point, et expliquer qu'il n'a pas pu baisser les impôts comme prévu parce qu'il avait découvert que ses pré-décesseurs lui avaient laissé un trou plus énorme que prévu. Et pourtant, cette promesse non tenue est certainement l'une des causes de son impopularité. Un sort similaire a été réservé à son collègue ontarien Dalton McGuinty, qui a augmenté les contributions de santé après avoir promis de ne pas toucher aux impôts.

Il est difficile de ne pas faire un lien avec la campagne électorale fédérale, d'autant plus que les promesses y revo-

lent comme les boules de neige le jour de la première tempête de l'hiver. Les libéraux et les conservateurs garrochent littéralement les milliards à une population, de plus en plus désabusée, qui ne les croit pas.

Mais il y a une différence majeure entre la politique fédérale, d'une part, et la politique municipale ou provinciale, d'autre part. Et c'est le surplus budgétaire. Les politiciens fédéraux sont parfaitement capables de tenir leurs promesses, parce qu'ils savent que s'ils prennent le pouvoir, ils disposeront d'une marge de manoeuvre fabuleuse. Quand Paul Martin promet, dans son mini-budget, de baisser les impôts de trente milliards, il en a les moyens. Quand Stephen Harper veut donner des milliards aux familles ou baisser la TPS, il en a également les moyens.

La scène fédérale est donc une exception tout à fait unique, où les citoyens, même les plus cyniques, devraient hélas croire aux promesses des politiciens. Faut-il s'en réjouir?

Perspectives

La police souveraine



Luc Larochelle
luc.larochelle@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Les violons du roi

Il en porte et il en colporte des parties qu'il a le don de larguer ses bombes bon moment. Rappelons-nous ses multiples vérités, notre Ti-Bob, mais diable au mauvais endroit, et pas toujours au triples cas de brutalité policière...

C'est le genre d'impair que les organisations redoutent mais qui survient quand même à chaque élection. Le chef d'un parti et le candidat qu'il visite dans son comté ont le pas synchronisé pour monter sur l'estrade, mais se contraignent au moment de prendre la parole. Ça vient de se produire deux fois en vingt-quatre heures en Estrie.

Mercredi, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a passé une partie de la journée en mode de récupération après que son candidat dans Brome-Missisquoi, Christian Ouellet, eut déclaré qu'il «n'aurait pas le temps de parler de souveraineté» au cours de la présente campagne électorale.

«M. Ouellet ne veut pas en parler de souveraineté, moi je vais le faire. C'est important de se rappeler à quel point les référendums sont source de tensions. Ils divisent les membres des familles. Or, on approche de Noël et à cause du Bloc québécois, ça va recommencer», a souligné hier le député Denis Paradis, en se payant la tête de son principal adversaire.

M. Paradis a insisté sur la «chance qu'ont les Canadiens de ne pas être accueillis par des militaires en rentrant dans leur pays». Du grand Denis Paradis. Avec une verve que les douaniers américains n'auraient pas réussi à repousser à la frontière.

Robert Pouliot n'a pas tardé non plus à s'inscrire dans le registre des contradictions. M. Pouliot considère que l'économie sherbrookoise est au bord du précipice.

«La situation économique de Sherbrooke se détériore. Le taux de chômage atteint maintenant 9,3 pour cent à Sherbrooke alors que la moyenne nationale se situe autour de 6 pour cent. Les ménages ont de plus en plus de difficulté à rejoindre les deux bouts», a-t-il insisté hier... pendant que Jean Lapierre vantait les performances économiques du gouvernement Martin.

Avez-vous entendu M. Pouliot s'inquiéter une seule fois de la santé économique de Sherbrooke au cours de la campagne municipale ? A-t-il rappelé le maire Perrault et ses collègues du conseil à l'ordre une seule fois au cours du dernier mandat de quatre ans ayant été renouvelé pour tout le monde le 6 novembre ?

M. Perrault défendait plutôt son bilan en pavaisant avec une étude du Conference Board du Canada annonçant une croissance économique largement supérieure à la moyenne du pays ainsi qu'une autre, celle-là de la firme KPMG, qui vantait Sherbrooke comme étant l'une des meilleures villes où investir au Canada.

Faudrait ajuster flûtes et violons, chers élus municipaux, car la chorale va fausser à la Messe de minuit.

À moins qu'il ne s'agisse d'une autre sortie à l'emporte-pièce du rusé M. Pouliot pour nous protéger contre la hausse de taxes que le conseil s'apprêterait à décréter dans le budget 2006.

Juste à temps pour Noël!

GRANDE VENTE

10^e ANNIVERSAIRE

Jusqu'à 50%

Vous êtes très important, parmi notre clientèle

Boutique Mode
Jules Verreault
Promenades King

- Conseillers expérimentés de qualité.
- Retouche sur place.

Une renommée dans la simplicité

2341, rue King Ouest, Sherbrooke → (819) 566-6040

Pas vaincu

Le député de Brome-Missisquoi a d'ailleurs enchaîné sur la bataille qu'il ne considère toujours pas perdue: la fermeture de postes de la GRC en région. Après avoir affirmé en conférence de presse que Diane Saint-Jacques, David Price et lui feraient à nouveau front commun pour relancer le dossier à Ottawa, M. Paradis en a remis au cours d'une entrevue.

«Quand il y a quelque chose qui n'a pas de bon sens, je n'abandonne jamais. Et ça n'a aucun sens d'avoir déserté nos régions frontalières. Je conviens que ce ne soit pas le rôle des élus de déterminer la priorité des enquêtes mais c'est à nous, comme représentants des citoyens, de décider de la répartition des effectifs», a-t-il plaidé avec insistance.

Le hic, c'est que le lieutenant politique du gouvernement Martin au Québec, Jean Lapierre, venait de dire le contraire dans la salle de conférence de La Tribune.

«Moi, je suis membre du cabinet et je souscris à la décision ministérielle. Personnellement, je n'ai aucune compétence pour déterminer où sont les points chauds et où sont les besoins de la Gendarmerie Royale du Canada», a déclaré M. Lapierre, invitant ouvertement ses candidats de l'Estrie à faire une croix sur les postes fermés.

Et David Price?

Ce faisant, M. Lapierre désavouait en même temps les intentions de David Price. «Une police ne peut prétendre être branchée, être à l'affût des informations qu'elle peut glaner dans les milieux si elle est retranchée dans les bureaux des grandes villes», m'a-t-il confié la semaine dernière.

Rendons les choses simples pour éviter tout imbroglio autant chez les bloquistes autant que chez les libéraux fédéraux: la GRC est une police souveraine, et on aura beau en parler aux Fêtes, être divisés, elle va le rester!

Super Vente

Vendredi 9 décembre : 8 h 30 à 21 h
Samedi 10 décembre : 9 h à 17 h
Dimanche 11 décembre : 11 h à 16 h

3 JOURS Seulement

Rabais** de 15% à 50% à la boutique et aux pièces

+ obtenez 3 mois SANS paiement et SANS intérêt

Nos collections de vêtements 2006 sont arrivées.

Pneu d'hiver à partir de 49⁹⁵\$

Chasse-neige haut de gamme à partir de 462⁹⁵\$

Salopettes « Quad » idéales pour motoneiges et VTT
Rég. 189⁹⁵\$ Spécial 129⁹⁵\$

Casque « full face » Valeur de 200⁹⁵\$ spécial 99⁹⁵\$

Coffre Deluxe pour VTT Reg. 399⁹⁵\$ Poignées chauffantes spécial 299⁹⁵\$ Bidon Wedco (30-W1000) vendu séparément

Casques motocross jr A partir de 39⁹⁵\$

Casques à partir de 84⁹⁹\$ avec visière double

Le plus grand choix de cadeaux... pensez Motos Thibault!

#1 motos Thibault 61 ans www.motosthibault.com

3750, rue du Blanc-Côteau, Sherbrooke (coin King Ouest et 410) (819) 569-1155

Certificat cadeau 10\$, 25\$, 50\$, 100\$

DANS L'OMBRE DE KARLA

Témoignage de Lynda Véronneau, ex-détenue: la vie en milieu carcéral, sa relation avec Karla Homolka

PAR CHRISTIANE DESJARDINS

OFFERT EN LIBRAIRIE

LES ÉDITIONS voix parallèles

CHRISTIANE DESJARDINS
DANS L'OMBRE DE KARLA

Rien à porter?



DÈS AUJOURD'HUI

Profitez des soldes de

15% à 70% de rabais.

C'est l'occasion de revêtir les styles de vos marques préférées :

- MEXX • JACK POT • PART TWO • IN WEAR
- TOMMY • ESPRIT • PARASUCO • POINT ZERO



fanclub

Boutique de vêtements pour femmes
142, rue Wellington Nord, centre-ville
569-6091

191771

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2006

Harper promet de s'attaquer au déséquilibre fiscal

Rollande Parent (PC)
MONTRÉAL

De passage à Montréal pour la première fois depuis le début de la campagne électorale, le chef conservateur Stephen Harper a promis de s'attaquer au déséquilibre fiscal entre Québec et Ottawa.

Selon lui, il s'agit d'une question sur laquelle n'agit pas le gouvernement libéral et le Bloc québécois est incapable d'agir.

«Un gouvernement conservateur va travailler avec le Québec, avec le premier ministre fédéraliste du Québec, afin de changer les choses pour vrai, comme la réalité du déséquilibre fiscal», a déclaré M. Harper devant 38 des 63 candidats

conservateurs sur les rangs au Québec et quelque 250 partisans.

«On ne peut plus se permettre encore quatre ans de dialogue de sourds. Le Québec doit reprendre son rôle de leader dans la fédération canadienne et le Canada son rôle de leader dans le monde entier», a-t-il affirmé.

Au bénéfice des Québécois qui travaillent fort pour gagner leur vie, M. Harper a dit vouloir faire siennes leurs priorités. Il a nommé l'imputabilité, la lutte contre le crime et les gangs, l'allègement fiscal pour les parents et les familles, les étudiants du secondaire, les apprentis et leurs employeurs, les petites et moyennes entreprises.

Il a réitéré son intention de régler le déséquilibre fiscal et de réduire la TPS.

LE SOLDE D'APRÈS NOËL AVANT NOËL

Profitez de la dernière offre de l'année

9 et 10 décembre seulement

Économisez

10%

avec tout achat de

100 \$ et plus



18+

La modération a bien meilleur goût.



Achetez en ligne
SAQ.COM

JOYEUSES RENCONTRES



Titulaires de permis, agences de la SAQ, Comptoirs Vin en vrac et SAQ Dépôt exclus. Promotion également offerte sur SAQ.COM. Cette promotion s'applique aux produits offerts en succursale les 9 et 10 décembre 2005 à l'exception des chèques-cadeaux SAQ, des cartes-cadeaux SAQ et des bons-cadeaux « Les Connaisseurs », 18 ans et plus. Achats non cumulatifs. Les produits commandés par l'entremise du service des commandes privées sont exclus de cette promotion.